

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

2022

LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE

Sous la direction
de Dominique Reynié

Un indicateur de la protestation électorale
conçu par la Fondation pour l'innovation politique

OCTOBRE 2021
— VAGUE 5 —

2022

LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE

Sous la direction
de Dominique Reynié

Un indicateur de la protestation électorale
conçu par la Fondation pour l'innovation politique

OCTOBRE 2021
– VAGUE 5 –

DIRECTION

Dominique REYNIÉ, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

RÉDACTION

Victor DELAGE, Dominique REYNIÉ

PRODUCTION

Abdellah BOUHEND, Margot COCQUET, Victor DELAGE, Anne FLAMBERT,
Léa GHILINI, Katherine HAMILTON, Camille JAFFIOL, Mathilde TCHOUNIKINE

RELECTURE ET CORRECTION

Francys GRAMET, Claude SADAJ

MAQUETTE ET RÉALISATION

Julien RÉMY

Enquête conçue par la Fondation pour l'innovation politique

Réalisée par l'institut *“opinionway*

L'équipe en charge de la réalisation de l'enquête :

Guillaume INIGO (directeur d'études),

Bruno JEANBART (vice-président),

Clément ROYAUX (chargé d'études)

IMPRESSION

GALAXY Imprimeurs

PARUTION

Octobre 2021

Abréviations des différents partis politiques utilisées dans cette étude

DLF : Debout la France ! • EELV : Europe Écologie-Les Verts • FdG : Front de gauche
LFI : La France insoumise • FN : Front national • LO : Lutte ouvrière • LR : Les Républicains
LREM : La République en marche • NPA : Nouveau Parti anticapitaliste • PCF : Parti communiste français
PS : Parti socialiste • RN : Rassemblement national

Sommaire

Les principaux enseignements de la vague 5 de l'indicateur de la protestation électorale	6
Introduction	11
1. Cinquième vague de l'indicateur de la protestation électorale, 2022, <i>le risque populiste en France</i> , conçu par la Fondation pour l'innovation politique	11
2. Ce que recouvre ici la notion de protestation électorale	12
I. Les électeurs se mettent en mouvement tandis que la disponibilité au vote protestataire reste élevée	13
1. Le potentiel de la protestation électorale : vague 5	13
2. La disponibilité au comportement électorale protestataire reste majoritaire (72 %)	14
3. Les raisons de l'abstention et du vote blanc : un comportement protestataire plus qu'un retrait déceptif	14
4. La disponibilité à voter à droite est stable mais la disponibilité à voter à gauche est au plus bas depuis septembre 2019	20
5. Dans l'hypothèse d'un duel Macron-Le Pen, des transferts de voix incertains	20
II. L'intérêt pour un candidat qui ne viendrait d'aucun parti	23
1. L'idée d'une candidature hors des partis demeure l'hypothèse préférée des électeurs	23
2. Éléments sur le profil du candidat qui ne viendrait d'aucun parti	24
3. Le rejet des partis conditionne l'attente d'une candidature de la société civile	25
III. Le risque populiste s'inscrit dans une société inquiète	27
1. L'élection présidentielle pourrait diviser plus que rassembler les Français	27
2. Gilets jaunes, antivax et anti-passe sanitaire : un enchevêtrement de colères nourrit le vote protestataire	27
3. Les Français jugent la société « de plus en plus violente »	29
4. Les utilisateurs d'applications de messagerie, de réseaux sociaux, de chaînes vidéos et « le droit de posséder une arme à feu chez soi pour assurer sa sécurité »	31
5. L'utilisation régulière des réseaux sociaux est liée au comportement protestataire	32
IV. Le soutien à la gestion de la crise sanitaire et à l'Europe contient le vote populiste	35
1. Des Français de plus en plus nombreux à juger que la crise sanitaire a été bien gérée	35
2. Pour les populistes, l'attachement de l'opinion à l'Union européenne et à l'euro demeure l'obstacle majeur	36
V. La société française est à droite	38
1. La prépondérance de la droite observée par l'autopositionnement sur l'axe gauche-droite	38
2. La prépondérance de la droite observée par l'évaluation du potentiel électoral	39
3. Les préoccupations au sujet de la délinquance, de l'immigration et de l'islam sont une autre manière de vérifier la prépondérance de la droite dans l'opinion	40
4. Le statut de propriétaire est associé à une orientation électorale nettement plus favorable aux candidats de droite et à Macron	43
Annexes	47
1. Définitions	47
2. La protestation électorale vient de loin. Retour sur les élections présidentielles depuis 1965	49

Les principaux enseignements de la vague 5

1. À six mois du premier tour de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron occupe une solide position. Le potentiel électoral minimum de Marine Le Pen (10 %) et, dans une moindre mesure, celui d'Emmanuel Macron (6 %) sont toujours les plus élevés relativement aux autres candidats. Il en va de même pour le potentiel électoral intermédiaire, avec 18 % pour la candidate du RN et 17 % pour le président sortant, contre 11 % pour Xavier Bertrand, 8 % pour Éric Zemmour, 7 % pour Valérie Pécresse et Jean-Luc Mélenchon. En revanche, le **potentiel électoral maximum** donne à voir un rééquilibrage du rapport de forces entre Emmanuel Macron (33 %), Marine Le Pen (31 %), Xavier Bertrand (30 %) et Valérie Pécresse (25 %), loin devant Anne Hidalgo (19 %), Éric Zemmour (18 %), Jean-Luc Mélenchon (17 %), Yannick Jadot (17 %) et Nicolas Dupont-Aignan (16 %). Mais ce potentiel électoral « maximum » est par nature plus incertain.

2. Seulement 12 % des personnes interrogées estiment que l'élection présidentielle va « rassembler davantage les Français », contre 41 % qui pensent qu'elle va « diviser davantage les Français » et près de la moitié (46 %) qui répondent « ni l'un ni l'autre ».

3. La disponibilité au comportement électoral protestataire lors du premier tour de l'élection présidentielle reste massive : 72 % des répondants envisagent toujours soit de voter pour le RN, LFI, DLF ou LO/ NPA, soit de s'abstenir ou de voter blanc. Ce chiffre est cependant en recul de 6 points par rapport à la vague précédente (avril 2021).

4. Cette évolution vient du recul de l'abstention et du vote blanc. Pour le premier tour de la présidentielle, un tiers des Français (34 %) répondent qu'ils pourraient s'abstenir, contre 42 % en avril 2021, et 40 % qu'ils pourraient voter blanc, contre 49 % en avril 2021. Les résultats de la vague 5 indiquent que cet apport de participation se distribue entre les différents partis et ne profite pour l'heure à aucun en particulier.

5. La disponibilité à l'abstention et au vote blanc procède de diverses causes. Dans cette vague 5, nous évaluons les motivations des individus susceptibles de s'abstenir ou de voter blanc au premier tour de la présidentielle. **Les principales raisons retenues par les personnes interrogées montrent que l'abstention et le vote blanc procèdent moins d'un désintérêt que d'une forme de protestation** : 30 % disent vouloir s'abstenir parce qu'ils ont « le sentiment que c'est la même politique qui est menée quel que soit le parti au pouvoir », 26 % parce que « les différents candidats dont on parle aujourd'hui ne [leur] conviennent pas », 17 % parce que « la politique en général ne [les] intéresse pas », 14 % parce qu'ils veulent « protester contre le système politique actuel » et 12 % parce qu'ils pensent que leur « vote à l'élection présidentielle ne servira à rien ».

6. Parmi les partis testés, la disponibilité à voter LR est la plus élevée (36 %), tandis que LREM (32 %) baisse de 2 points en un an (34 % en septembre 2020). Située à un haut niveau, la disponibilité à voter pour le RN au premier tour de la présidentielle s'érode cependant pour la première fois, passant de 34 % en avril 2021 à 32 % en septembre 2021. À gauche, les résultats sont particulièrement mauvais. LFI s'effondre, passant de 24 % en janvier 2020 à 18 % en septembre 2021, soit le niveau le plus bas depuis 2019. Il en va de même pour LO/NPA, reculant de 19 % à 14 % sur la même période. Le PS atteint son résultat le plus faible (26 %), EELV perd 12 points en un an, de 42 % en septembre 2020 à 30 % en septembre 2021.

7. Dans l'hypothèse d'un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, la part de personnes indiquant être « certaines » ou ayant « de fortes chances » de voter pour la candidate du RN s'élève à 26 %, soit le deuxième résultat le plus élevé après celui de la vague 2 (27 % en janvier 2020). Parallèlement, la part de répondants qui sont « certains » ou qui ont « de fortes chances » de voter pour le président sortant atteint 31 %, soit son résultat le plus élevé, à égalité avec celui de la vague 3 en septembre 2020 (31 %). La proportion de ceux qui pourraient s'abstenir ou voter blanc baisse de trois points, de 32 % en avril 2021 à 29 % en septembre 2021.

de l'indicateur de la protestation électorale

8. En cas de second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, 62 % des électeurs qui pourraient voter Éric Zemmour au premier tour et 51 % de ceux qui pourraient voter pour Nicolas Dupont-Aignan expriment une préférence pour Marine Le Pen, tandis que près d'un quart des électeurs d'Éric Zemmour (22 %) et de Nicolas Dupont-Aignan (23 %) s'abstiendraient ou voteraient blanc. 9 % des électeurs d'Éric Zemmour au premier tour et 15 % des électeurs de Nicolas Dupont-Aignan voteraient Emmanuel Macron lors du second tour.

9. En cas de second tour Macron-Le Pen, la proportion des répondants qui disent vouloir « éviter l'élection de Marine Le Pen » est passée de 53 % en septembre 2020, puis à 51 % en avril 2021, pour atteindre 48 % en septembre 2021. Une forte proportion (44 %) déclare vouloir « éviter la réélection d'Emmanuel Macron », soit 3 points de plus qu'en avril 2021 et 4 points de plus qu'en septembre 2020.

10. 43 % des personnes interrogées répondent qu'ils pourraient « voter pour un candidat qui ne viendrait pas d'un parti politique ».

11. C'est parmi ceux qui disent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter Éric Zemmour au premier tour de la présidentielle que l'on trouve la plus forte proportion (77 %) d'électeurs exprimant une préférence pour un candidat qui ne viendrait pas d'un parti politique. On trouve une proportion moins importante mais encore significative parmi les répondants qui disent pouvoir voter Nicolas Dupont-Aignan (65 %), Yannick Jadot (58 %), Valérie Pécresse (51 %), Xavier Bertrand (48 %) et Anne Hidalgo (48 %). Cette attente est moins répandue chez les électeurs de Jean-Luc Mélenchon (43 %), Emmanuel Macron (39 %), qui incarne cependant ce profil, et Marine Le Pen (35 %).

12. La disponibilité à voter pour un candidat issu de la société civile est l'une des expressions de la protestation électorale. Les électeurs qui disent pouvoir voter pour un candidat hors parti l'expliquent par « le sentiment que c'est la même politique qui est menée quel que soit le parti au pouvoir » (37 %), par le fait que « les différents candidats dont on parle aujourd'hui ne [leur] conviennent pas » (29 %), parce qu'ils veulent « protester contre le système politique actuel » (18 %), parce que « la politique en général ne [les] intéresse pas » (9 %) et parce qu'ils pensent que leur « vote à l'élection présidentielle ne servira à rien » (5 %).

13. La sympathie envers les Gilets jaunes, les antivax et les anti-passe sanitaire est associée à un potentiel de protestation électorale sensiblement plus élevé que la moyenne. Au premier tour, 84 % des répondants qui ont une image positive des Gilets jaunes pourraient opter pour au moins l'un des comportements protestataires retenus (voter pour le RN, LFI, DLF ou LO/NPA, s'abstenir ou voter blanc), contre 72 % en moyenne. Ce chiffre monte à 89 % pour les personnes qui ont une image positive des antivax ou des anti-passe sanitaire.

14. Les répondants qui ont une image positive des Gilets jaunes, des antivax ou des anti-passe sanitaire indiquent une préférence pour les candidats protestataires : 23 % de ceux qui ont une image positive des Gilets jaunes, 28 % de ceux qui ont une image positive des antivax et 24 % de ceux qui ont une image positive des anti-passe sanitaire indiquent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen (contre 18 % en moyenne). Ils sont respectivement 13 %, 12 % et 12 % pour Jean-Luc Mélenchon (contre 7 %) ; 11 %, 13 % et 12 % pour Éric Zemmour (contre 8 %) ; et 7 %, 10 % et 9 % pour Nicolas Dupont-Aignan (contre 4 %). En revanche, seulement 6 % de ceux qui ont une image positive des Gilets jaunes, 7 % de ceux qui ont une image positive des antivax et 8 % de ceux qui ont une image positive des anti-passe sanitaire déclarent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron, contre 17 % en moyenne.

15. Les trois quarts des personnes interrogées (72 %) jugent « la société de plus en plus violente », soit un chiffre identique à celui de nos précédentes vagues (septembre 2020 et avril 2021). Au sein des familles politiques, si cette opinion est d'autant plus répandue que l'on est plus à droite, elle est toujours majoritaire, y compris à gauche : 87 % chez les sympathisants du RN, 78 % chez LR, 68 % à LREM, 64 % pour le PS et EELV, 59 % pour le PCF/LFI.

16. L'idée d'un droit de posséder une arme à feu est nettement plus répandue chez les 18-24 ans (34 %), notamment les lycéens et les étudiants (32 %), que dans la moyenne de l'échantillon (21 %).

17. Il existe un lien entre le fait de passer du temps sur les réseaux sociaux et le souhait d'avoir le droit de posséder une arme chez soi. Parmi les personnes interrogées qui utilisent Telegram tous les jours, plus de la moitié (57 %) sont en faveur du droit de posséder une arme chez soi. Il en va de même pour celles qui utilisent quotidiennement TikTok (42 % souhaitent avoir le droit de posséder une arme), Twitch (44 %), Twitter (29 %) et Instagram (26 %), et pour celles qui s'informent *via* les blogs/forums (47 %) et YouTube (41 %). En revanche, pour les utilisateurs quotidiens de Facebook (22 %) et de WhatsApp (21 %), les chiffres sont similaires à la moyenne de l'échantillon (21 %).

18. Près des trois quarts des Français (72 %) ne font pas confiance aux médias. De même, la majorité des répondants (58 %) estiment que « la plupart du temps, quand ils regardent l'actualité dans les médias, ils ont l'impression que ceux-ci parlent de sujets qui ne les concernent pas », soit une amélioration de 3 points (61 %) par rapport à la vague 4 (avril 2021).

19. Parmi les personnes qui utilisent quotidiennement Telegram, 50 % utilisent les « nouveaux médias » comme première source d'information (YouTube, les blogs, les forums ou les réseaux sociaux), contre 14 % en moyenne. Les résultats sont également très élevés pour les répondants qui se connectent quotidiennement à TikTok (46 %) ou Twitch (38 %) et, dans une moindre mesure, Twitter (31 %) ou Instagram (28 %). Ce sont les utilisateurs quotidiens de WhatsApp (15 %) et de Facebook (18 %) qui sont les moins nombreux à utiliser les nouveaux médias comme première source d'information.

20. Le potentiel de protestation électorale est sensible à l'utilisation régulière des réseaux sociaux. La disponibilité déclarée soit à voter RN, LFI, DLF ou LO/NPA, soit à s'abstenir ou à voter blanc au premier tour de l'élection présidentielle est plus importante chez ceux qui utilisent quotidiennement ces nouveaux médias, tout particulièrement Twitch, TikTok et Telegram. L'application de messagerie WhatsApp est l'exception, avec des résultats inférieurs à l'ensemble de l'échantillon. La plupart des utilisateurs quotidiens de réseaux sociaux répondent vouloir faire barrage à la réélection du président sortant en cas de second tour Macron-Le Pen, alors que cette réponse est choisie par 44 % des membres de l'ensemble de l'échantillon. Les chiffres sont sensiblement supérieurs parmi les utilisateurs de Twitch (69 %) et de Telegram (69 %) ; c'est encore le cas parmi les utilisateurs de TikTok (62 %), de Twitter (49 %) et de Facebook (48 %). On trouve ensuite des niveaux correspondants à la moyenne chez les utilisateurs d'Instagram (45 %) ; enfin, on relève un résultat inférieur à la moyenne chez les utilisateurs quotidiens de WhatsApp (38 %).

21. En septembre 2021, 45 % des individus interrogés estiment que le gouvernement a bien géré la crise sanitaire, contre 53 % qui pensent le contraire. Ce mécontentement est néanmoins en forte baisse par rapport à avril 2021, lorsque 29 % seulement des personnes interrogées estimaient que la crise était bien gérée, contre 68 %. L'évolution de la satisfaction à l'égard de la gestion de la crise sanitaire pèsera évidemment sur la décision électorale. En utilisant l'hypothèse du duel Macron-Le Pen, on voit que 70 % de ceux qui estiment que le gouvernement a bien géré la crise souhaitent « éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République » (contre 48 % en moyenne). À l'inverse, 61 % de ceux qui jugent que le gouvernement a mal géré la crise sanitaire disent vouloir avant tout éviter la réélection d'Emmanuel Macron.

22. Cependant, bien que la perception de la gestion de la crise sanitaire et de l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République se soit améliorée, 44 % des Français continuent à vouloir éviter sa réélection en cas de second tour avec Marine Le Pen.

23. Depuis la création de notre indicateur, l'attachement des Français à l'Europe et à l'euro est constant. La vague 5 ne fait pas exception : plus des trois quarts (79 %) des personnes interrogées souhaitent que la France reste dans l'Union européenne. Une minorité, stable à 18 %, contre 17 % en avril 2021, dit vouloir que la France quitte l'Union européenne. De même, la plupart (82 %) souhaitent conserver l'euro, quand seul 16 % des répondants souhaitent un retour au franc. Malgré les controverses sur l'Union européenne engendrées par la gestion initiale de la crise sanitaire, le sentiment européen n'a pas été altéré. Il constitue l'obstacle majeur pour les populistes : 58 % des répondants qui pourraient voter Marine Le Pen au premier tour en 2022 souhaitent que la France reste dans l'Union européenne. Il en va de même pour 55 % des électeurs qui pourraient voter Éric Zemmour et pour 85 % de ceux qui envisagent de voter Jean-Luc Mélenchon.

24. La société française est clairement à droite. La prépondérance de la droite est observable par le positionnement sur l'axe gauche-droite. Plus d'un tiers des électeurs se situent à droite (37 %), un cinquième (20 %) à gauche et 18 % au centre, tandis qu'un quart (23 %) des personnes interrogées répondent ne pas vouloir se situer sur l'axe gauche-droite.

25. La prépondérance de la droite est observable par l'évaluation du potentiel électoral. Selon les données de la cinquième vague de notre indicateur, 56 % des électeurs interrogés pourraient voter pour au moins l'un des candidats de droite testés (Xavier Bertrand, Nicolas Dupont-Aignan, Marine Le Pen ou Éric Zemmour), tandis que 34 % des électeurs interrogés pourraient voter pour au moins l'un des candidats de gauche testés (Anne Hidalgo, Yannick Jadot ou Jean-Luc Mélenchon). Le potentiel électoral de la droite est plus élevé encore si nous y incluons une partie des électeurs potentiels d'Emmanuel Macron. Une autre partie de l'électorat macroniste est ancrée à gauche, mais son poids ne permet pas de remettre en cause la prépondérance de la droite.

26. Si la droite acquiert un tel poids, c'est parce qu'elle domine au sein des couches populaires. Après la défaite quantitative de la gauche, c'est la défaite sociologique. Ainsi, la disponibilité déclarée à voter à droite est largement majoritaire chez les répondants sans diplôme ou faiblement diplômés (63 %), appartenant aux catégories socioprofessionnelles inférieures (60 %), ou ceux qui estiment s'en sortir difficilement à la fin du mois (60 %) ou que leur niveau de vie s'est dégradé ces dernières années (60 %).

27. Le niveau des préoccupations au sujet de la délinquance, de l'immigration et de l'islam est une autre manière de vérifier la prépondérance de la droite dans l'opinion. Le trio des préoccupations évolue de manière sensible par rapport à notre précédente mesure (avril 2021) : « Réduire la délinquance » passe de la deuxième à la première préoccupation (51 %, en hausse de 5 points), « Réduire les inégalités sociales » passe de la troisième à la deuxième préoccupation (43 %, en recul de 2 points), « Réduire l'immigration » passe de la quatrième à la troisième préoccupation (42 %, en hausse de 5 points). L'item « Réduire le chômage », première préoccupation en avril 2021 (51 %), est rétrogradé à la quatrième position (41 %, en recul de 10 points). On note que si les préoccupations « Réduire l'influence de l'islam » et « Réduire le réchauffement climatique » sont au même niveau en septembre 2021 (37 %), la préoccupation « Réduire l'influence de l'islam » est en hausse de 6 points depuis septembre 2019 (31 %), tandis que la préoccupation « Réduire le réchauffement climatique » a reculé de 4 points sur la même période (41 % en septembre 2019). Enfin, « Réduire la dette/le déficit de l'État » est passé de 38 % à 27 % en deux ans.

28. Les deux tiers des répondants (66 %) estiment que « la plupart des immigrés ne partagent pas les valeurs de notre pays et cela pose des problèmes de cohabitation ». Gauche et droite sont concernées par ce jugement. En effet, si l'on considère les électors de 2017, l'opinion négative sur l'immigration est partagée par la majorité des électeurs de Jean-Luc Mélenchon (51 %), d'Emmanuel Macron (54 %), de François Fillon (76 %) et de Marine Le Pen (87 %).

29. La France des propriétaires est une France de droite. C'est une manière supplémentaire de vérifier le poids de la droite dans la société. En revanche, les locataires sont beaucoup plus favorables à Marine Le Pen et à Jean-Luc Mélenchon.

30. On note un potentiel électoral hostile au président sortant dans la France des locataires habitant les petites villes et les villes moyennes. On peut y voir une rémanence de la crise des Gilets jaunes : 53 % des locataires des villes de 2 000 à 19 999 habitants et 57 % des locataires des villes de 20 000 à 99 999 habitants ont une image positive des Gilets jaunes (contre 44 % en moyenne). Ce souvenir des Gilets jaunes peut être ravivé par les tensions sur le marché immobilier liées aux nouvelles stratégies résidentielles consécutives à la crise sanitaire et aux difficultés du confinement en milieu urbain en général et métropolitain en particulier.

Introduction

1. Cinquième vague de l'indicateur de la protestation électorale, 2022, le risque populiste en France, conçu par la Fondation pour l'innovation politique

2022, le *risque populiste en France* est un indicateur de la protestation électorale, conçu par la Fondation pour l'innovation politique. Les questionnaires et l'analyse des résultats ont été assurés par l'équipe de la Fondation. Les enquêtes ont été administrées par l'institut OpinionWay.

Pour assurer la solidité et l'intérêt des données recueillies, chaque vague du questionnaire est administrée auprès d'un échantillon de plus de 3 000 personnes inscrites sur les listes électorales et représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas, au regard des critères de genre, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. Depuis septembre 2019, nous réalisons une mesure par semestre.

La cinquième vague de notre enquête a été administrée du 14 au 20 septembre 2021, auprès de 3 156 personnes. Le 14 septembre 2021, 47 millions de Français étaient vaccinés*. La France se classe désormais parmi les pays les plus vaccinés au monde. Parallèlement à sa stratégie vaccinale, le gouvernement a mis en place un passe sanitaire, obligatoire depuis le 9 août 2021, qui consiste en la présentation d'une preuve de vaccination. Cette situation s'accompagne de manifestations antivax et anti-passe sanitaire dans le pays. L'élection présidentielle se rapprochant, les candidatures se précisent, malgré l'absence de désignation de champions pour les partis traditionnels. L'arrivée d'Éric Zemmour sur le devant de la scène politique, bien qu'il ne soit pas encore officiellement candidat au moment de l'administration du questionnaire, modifie les rapports de force de la droite à l'extrême droite. Le 13 septembre 2021, CNews a annoncé la fin de sa collaboration avec Eric Zemmour.

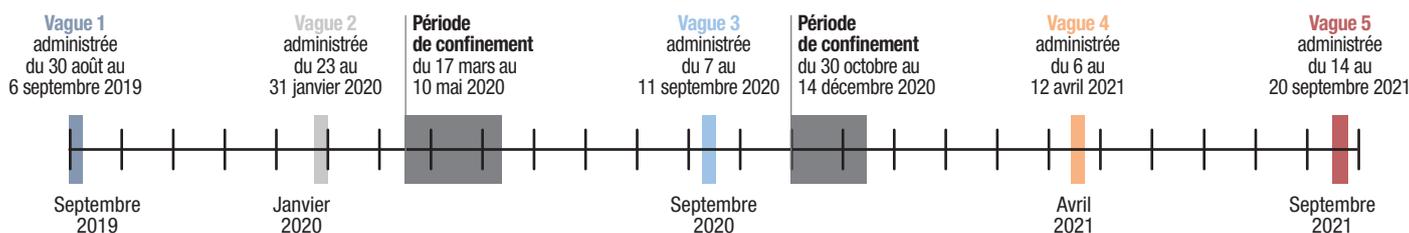
* Voir les données actualisées sur <https://covidtracker.fr/vaccintracker/>

La première vague de notre enquête a été administrée du 30 août au 6 septembre 2019, auprès d'un échantillon de 3 006 personnes. La présentation et l'analyse des résultats ont donné lieu à une publication intitulée *2022, le risque populiste en France. Vague 1*, accessible en français et en anglais sur le site fondapol.org.

La deuxième vague de notre enquête a été administrée du 23 au 31 janvier 2020, auprès de 3 055 personnes. Le contexte social et politique était alors tendu, particulièrement en raison de la réforme des retraites. Nous avons donc ajouté quelques questions contextuelles portant sur la compréhension et l'acceptation de cette réforme. La pandémie du coronavirus et le premier confinement nous avaient conduits à reporter la publication du deuxième volume.

La troisième vague de notre enquête a été administrée du 7 au 11 septembre 2020, auprès d'un échantillon de 3 037 personnes. Nous nous trouvons alors un peu après la période de confinement (17 mars-11 mai 2020) et au terme d'un été où certaines restrictions avaient été levées. Le cycle d'opinion de cette troisième vague s'inscrivait dans une reprise des contaminations et la crainte d'un rebond de la pandémie. Les résultats des vagues 2 et 3 ont fait l'objet d'une seule et même publication intitulée *2022, le risque populiste en France. Vagues 2 et 3*.

La quatrième vague de notre enquête a été administrée du 6 au 12 avril 2021, auprès de 3 012 personnes. Le contexte était marqué par une reprise de la pandémie, un couvre-feu et un nouveau confinement instauré à partir du 3 avril. La stratégie vaccinale a commencé à être déployée durant cette période.



Cette note présente les résultats de la **cinquième vague**. Le texte et le questionnaire sont disponibles en français et en anglais sur fondapol.org, et l'intégralité des données sur data.fondapol.org.

2. Ce que recouvre ici la notion de protestation électorale

Par son caractère inédit et par sa violence, la crise sanitaire a semblé faire passer au second plan la crise des Gilets jaunes et les manifestations d'opposition à la réforme des retraites. Mais, il n'est pas sûr qu'elle les ait éteintes. En attestent les récentes manifestations antivax et anti-passe sanitaire dans plusieurs villes de France. La question se pose de savoir comment ces crises qui se superposent les unes aux autres vont s'exprimer à travers les mécanismes de la prochaine élection présidentielle de 2022. L'objectif de notre indicateur est de contribuer à comprendre et à anticiper les contours de ce scrutin présidentiel aux conséquences européennes et donc planétaires.

L'indicateur de la protestation électorale estime le potentiel des différents comportements électoraux protestataires possibles : l'abstention, le vote blanc, le vote en faveur de partis ou de candidats populistes. Dans notre indicateur, l'idée d'un électorat protestataire réunit quatre types de comportement :

- la disponibilité déclarée à voter pour les partis et les candidats relevant de l'offre populiste ;
- la disponibilité déclarée à voter pour les partis et les candidats relevant de la gauche révolutionnaire ;
- la disponibilité déclarée à s'abstenir ;
- la disponibilité déclarée à voter blanc.

Les définitions du vote populiste, de l'abstention et du vote blanc, ainsi que l'historique de la protestation électorale à la présidentielle depuis 1965 sont à retrouver dans les annexes de cette étude (voir pages 47-50).



Les électeurs se mettent en mouvement tandis que la disponibilité au vote protestataire reste élevée

1. Le potentiel de la protestation électorale : vague 5

Dans la perspective du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, le potentiel électoral d'une candidature est estimé grâce à la question reproduite ci-dessous. Il s'agit de la disponibilité déclarée par les personnes interrogées à voter pour un candidat. Pour cette vague 5, nous avons ajouté le potentiel électoral des personnalités politiques suivantes à la liste des candidats testés : Nicolas Dupont-Aignan, Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Valérie Pécresse et Éric Zemmour.

En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ?

Candidats testés : Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron, Xavier Bertrand, Nicolas Dupont-Aignan, Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Valérie Pécresse, Éric Zemmour

- Vous êtes certain de voter pour lui/elle.
- Il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle.
- Il serait possible que vous votiez pour lui/elle.
- Il est peu probable que vous votiez pour lui/elle.
- Vous excluez de voter pour lui/elle.

Les réponses apportées permettent de définir un potentiel électoral sur une échelle comportant trois niveaux :

- le **potentiel électoral minimum**, qui représente la proportion de personnes interrogées ayant répondu « vous êtes certain de voter pour lui/elle » ;

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ? »

Réponses : « vous êtes certain de voter pour lui/elle », « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle » ou « il serait possible que vous votiez pour lui/elle »

Base : ensemble de l'échantillon

- le **potentiel électoral intermédiaire**, qui représente la proportion cumulée de personnes interrogées ayant répondu « vous êtes certain de voter pour lui/elle » ou « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle » ;
- le **potentiel électoral maximum**, qui représente la proportion totale de personnes interrogées ayant répondu « vous êtes certain de voter pour lui/elle », « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle » ou « il serait possible que vous votiez pour lui/elle ».

En septembre 2021, pour le premier tour de la présidentielle, le potentiel électoral minimum de Marine Le Pen (10 %) et, dans une moindre mesure, celui d'Emmanuel Macron (6 %), sont toujours les plus élevés. Il en va de même pour le potentiel électoral intermédiaire, avec 18 % pour la candidate du RN et 17 % pour le président sortant, contre 11 % pour Xavier Bertrand, 8 % pour Éric Zemmour, 7 % pour Valérie Pécresse et Jean-Luc Mélenchon. En revanche, le potentiel électoral maximum donne à voir un rééquilibrage du rapport de forces entre Emmanuel Macron (33 %), Marine Le Pen (31 %), Xavier Bertrand (30 %) et Valérie Pécresse (25 %), loin devant Anne Hidalgo (19 %), Éric Zemmour (18 %), Jean-Luc Mélenchon (17 %), Yannick Jadot (17 %) et Nicolas Dupont-Aignan (16 %). Mais ce potentiel électoral « maximum » est par nature plus incertain et appelé à varier.

	Potentiel électoral minimum				Potentiel électoral intermédiaire					Potentiel électoral maximum					
	Septembre 2019	Janvier 2020	Septembre 2020	Avril 2021	Septembre 2021	Septembre 2019	Janvier 2020	Septembre 2020	Avril 2021	Septembre 2021	Septembre 2019	Janvier 2020	Septembre 2020	Avril 2021	Septembre 2021
Emmanuel Macron	6	6	5	5	6	16	16	16	16	17	34	31	35	34	33
Marine Le Pen	9	11	9	10	10	17	19	18	20	18	31	32	32	33	31
Xavier Bertrand	–	–	–	3	3	–	–	–	11	11	–	–	–	33	30
Valérie Pécresse	–	–	–	–	2	–	–	–	–	7	–	–	–	–	25
Anne Hidalgo	–	–	–	–	1	–	–	–	–	5	–	–	–	–	19
Éric Zemmour	–	–	–	–	3	–	–	–	–	8	–	–	–	–	18
Jean-Luc Mélenchon	2	3	3	3	2	7	8	8	8	7	20	22	22	21	17
Yannick Jadot	–	–	–	–	1	–	–	–	–	5	–	–	–	–	17
Nicolas Dupont-Aignan	–	–	–	–	1	–	–	–	–	4	–	–	–	–	16

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Grille de lecture : En septembre 2021, invitées à se prononcer sur la candidature de Marine Le Pen, 10 % des personnes interrogées ont répondu être « certaines » de voter pour elle ; 18 % ont répondu être « certaines » ou avoir « de fortes chances » de voter pour elle ; 31 % ont répondu être « certaines » ou avoir « de fortes chances » ou qu'il leur serait « possible » de voter pour elle.

2. La disponibilité au comportement électoral protestataire reste majoritaire (72 %)

Dans cet indicateur, le comportement électoral protestataire désigne la disponibilité d'un électeur à voter pour le RN, LFI, DLF ou LO/NPA, s'abstenir ou voter blanc au premier tour de la présidentielle.

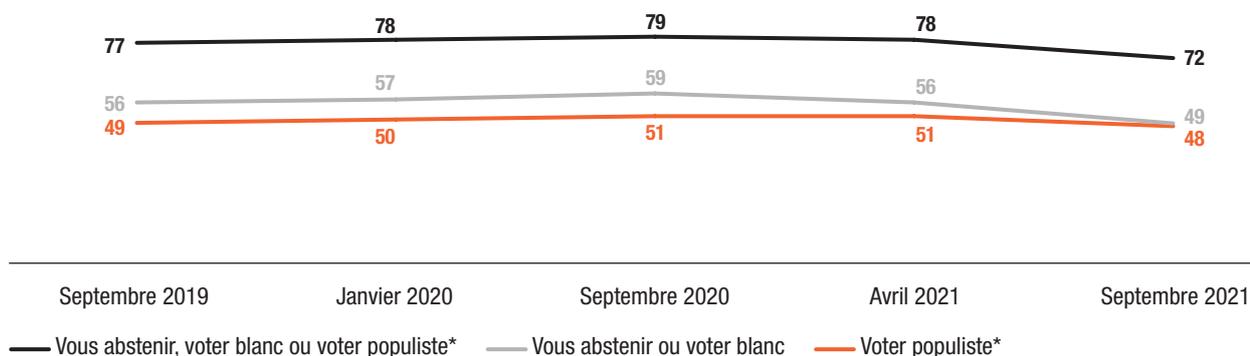
Notre indicateur repose sur l'intégration de l'intention de s'abstenir et de l'intention de voter blanc dans le calcul du potentiel de la protestation électorale. Si le niveau du comportement électoral protestataire reste très élevé en septembre 2021 (72 %), c'est aussi la première fois qu'il est en recul depuis la vague 1 de ce baromètre (septembre 2019).

Septembre 2019-septembre 2021 : évolution du potentiel protestataire pour le premier tour de l'élection présidentielle de 2022

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

* L'option « voter populiste » regroupe ici les personnes interrogées qui ont répondu qu'elles pourraient voter pour au moins l'un des partis populistes (RN, LFI, DLF) ou d'extrême gauche retenus (LO/NPA).

Dans cette vague 5, on voit que le potentiel électoral protestataire *stricto sensu* – voter pour au moins un(e) des candidat(e)s RN, LFI, DLF ou LO/NPA au premier tour de la présidentielle – reste stable mais à un niveau élevé : il concerne 48 % des électeurs, soit un niveau comparable au résultat de la vague 1 (49 %, en septembre 2019). En revanche, nous observons une baisse significative de la proportion des personnes interrogées déclarant pouvoir « s'abstenir ou voter blanc » (49 %) par rapport à la vague 3 (59 %) et à la vague 4 (56 %). Cependant, ce chiffre de 49 % reste élevé puisqu'il concerne la moitié des répondants. On peut considérer que, le scrutin approchant, l'intérêt des Français pour la présidentielle grandira. Dans ce cas, on pourrait observer une poursuite de la décrue de l'intention de s'abstenir ou de voter blanc ; il resterait alors à savoir au profit de quelle candidature pourrait s'accomplir la baisse de l'abstention ou du vote blanc dans les intentions de vote.

En effet, ce n'est pas l'absence d'intérêt pour ce scrutin qui explique ce haut niveau des intentions de s'abstenir que nous enregistrons pour la cinquième fois consécutive. La plupart des répondants (84 %) considèrent que l'élection présidentielle de 2022 est importante pour le pays. L'élément nouveau réside dans la transformation

progressive de l'offre politique, avec, d'une part, de nouveaux candidats officiels ou potentiels et, d'autre part, la désignation de leur champion par les partis. Tardive pour le PS et LR, cette désignation a cependant lieu peu à peu, modifiant inévitablement le mouvement des intentions de vote. De plus, le surgissement sur le devant de la scène politique d'Éric Zemmour participe probablement à la mobilisation d'une fraction de ceux jusqu'alors susceptibles de s'abstenir ou de voter blanc.

3. Les raisons de l'abstention et du vote blanc : un comportement protestataire plus qu'un retrait déceptif

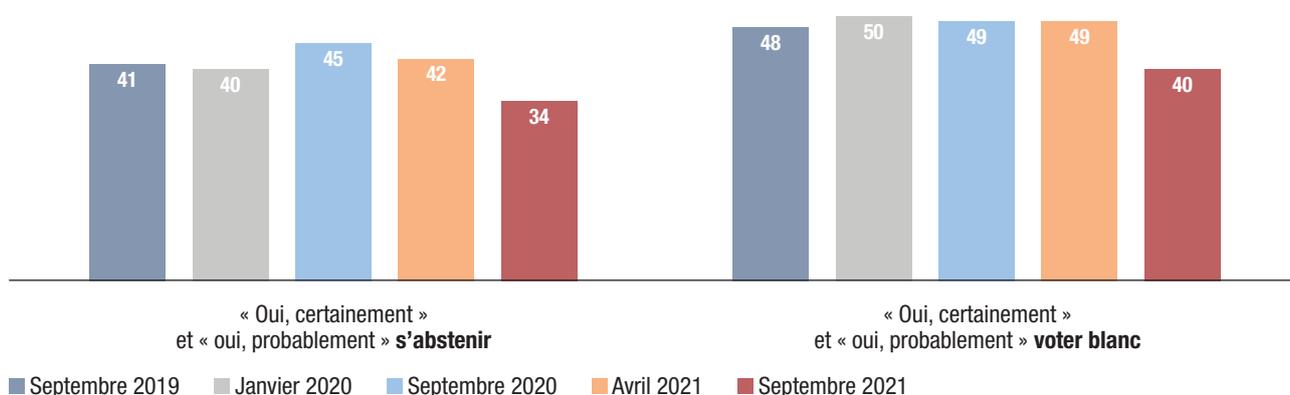
L'indicateur ne se limite pas à estimer la disponibilité au vote populiste. Il s'efforce aussi d'évaluer la disponibilité à l'abstention et au vote blanc. Dans cette vague 5 (septembre 2021), les disponibilités à s'abstenir ou à voter blanc au premier tour de la présidentielle sont les plus basses parmi celles que nous avons enregistrées depuis la création de notre indicateur. Pour le premier tour de la présidentielle, un tiers des Français (34 %) répondent qu'ils pourraient s'abstenir et 40 % qu'ils pourraient voter blanc.

En septembre 2021, on relève une baisse de la disponibilité à s'abstenir et à voter blanc

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez vous **abstenir** ou **voter blanc** ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

En revanche, entre avril et septembre 2021, la disponibilité des 18-24 ans à s'abstenir augmente de 6 points, passant de 44 % à 50 %. La proportion des jeunes à voter blanc reste stable (de 50 % à 51 %).

Un premier enjeu de la bataille de la participation sera la mobilisation de l'électorat féminin. En effet, les femmes sont spectaculairement plus nombreuses (41 %) que les hommes (28 %) à dire qu'elles pourraient s'abstenir ; elles sont également plus nombreuses (45 %) que les hommes (35 %) à répondre qu'elles pourraient voter blanc.

Il en va de même de la mobilisation des classes populaires, compte tenu de leur propension plus forte à l'abstention : 46 % des répondants dont le revenu du foyer est inférieur à 1 000 euros mensuels pourraient s'abstenir, contre un quart (24 %) de ceux dont le revenu du foyer est égal ou supérieur à 3 500 euros. De même, 54 % des individus qui déclarent avoir un revenu inférieur à 1 000 euros pourraient voter blanc, soit 22 points de plus que ceux dont les revenus sont égaux ou supérieurs à 3 500 euros (32 %).

Disponibilité à s'abstenir selon l'âge entre septembre 2019 et septembre 2021

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez vous **abstenir** ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement »

Base : ensemble de l'échantillon

	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
Septembre 2019	47	51	50	39	28
Janvier 2020	45	56	48	37	22
Septembre 2020	54	54	53	52	70
Avril 2021	44	52	49	38	32
Septembre 2021	50	53	40	32	19

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Disponibilité à voter blanc selon l'âge entre septembre 2019 et septembre 2021

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez **voter blanc** ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement »

Base : ensemble de l'échantillon

	18-24 ans	25-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
Septembre 2019	51	57	56	48	36
Janvier 2020	60	62	57	46	39
Septembre 2020	60	58	54	49	39
Avril 2021	50	59	55	45	43
Septembre 2021	51	54	44	37	30

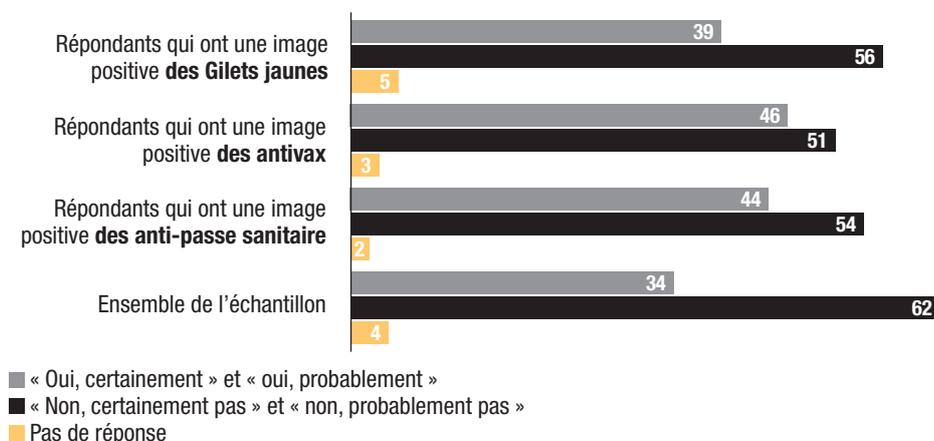
© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

La disponibilité à s'abstenir chez les répondants qui ont une image positive des Gilets jaunes, des antivax ou des anti-passe sanitaire est plus importante que la moyenne...

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez vous **abstenir** ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement » ;
« non, certainement pas » et « non, probablement pas »

Base : répondants ayant une image positive des Gilets jaunes, des antivax ou des anti-pass sanitaire



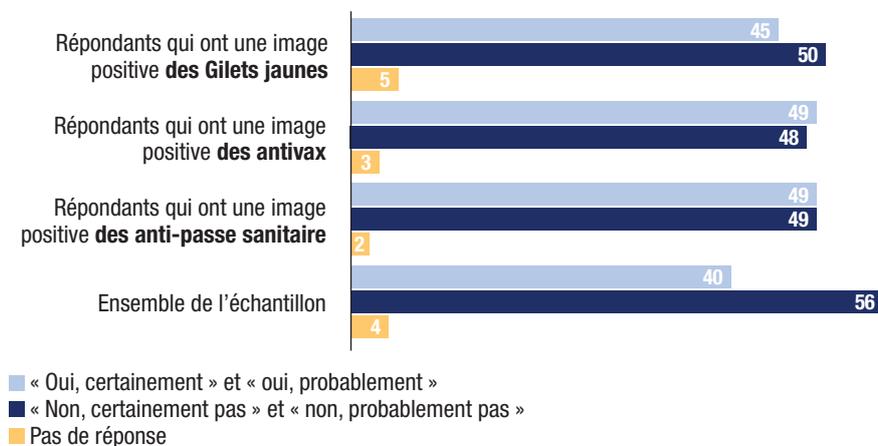
© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

... tout comme leur disponibilité à voter blanc

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez **voter blanc** ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement » ;
« non, certainement pas » et « non, probablement pas »

Base : répondants ayant une image positive des Gilets jaunes, des antivax ou des anti-pass sanitaire



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Les sympathisants LREM, LR et RN sont les plus déterminés à participer

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez vous **abstenir** ou **voter blanc** ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement »

Base : selon la proximité partisane

	LO/ NPA	PCF/ LFI	PS	EELV	LREM	LR	RN	Sans préférence partisane
« Oui, certainement » et « oui, probablement » s'abstenir	36	36	26	33	12	21	22	50
« Oui, certainement » et « oui, probablement » voter blanc	34	34	33	44	14	24	22	57

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Grille de lecture : 44 % des sympathisants EELV pourraient voter blanc au premier tour de l'élection présidentielle de 2022.

La disponibilité à l'abstention et au vote blanc procède de diverses causes. Dans cette vague 5, nous évaluons les motivations des individus susceptibles de s'abstenir ou de voter blanc au premier tour de la présidentielle.

Les principales raisons retenues par les personnes interrogées montrent que l'abstention et le vote blanc procèdent moins d'un désintérêt que d'une forme de protestation.

Les raisons de l'abstention

Question : « Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, vous pourriez **vous abstenir** car... ? » (en premier)

Base : répondants qui pourraient **s'abstenir** au premier tour de la présidentielle



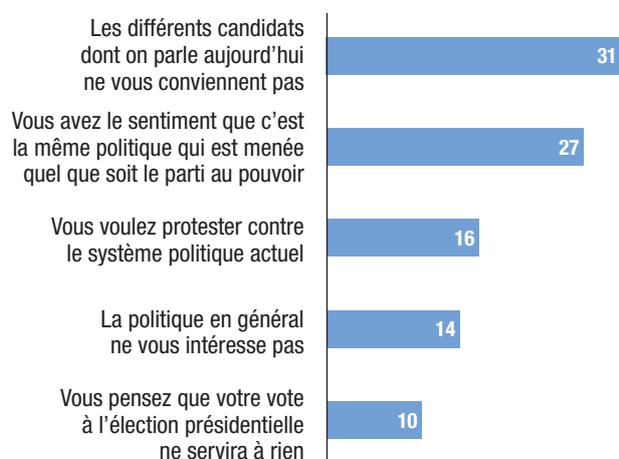
© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Grille de lecture : 30 % des répondants qui pourraient s'abstenir au premier tour disent vouloir s'abstenir parce qu'ils ont « le sentiment que c'est la même politique qui est menée quel que soit le parti au pouvoir », 26 % parce que « les différents candidats dont on parle aujourd'hui ne [leur] conviennent pas », 17 % parce que « la politique en général ne [les] intéresse pas », 14 % parce qu'ils veulent « protester contre le système politique actuel » et 12 % parce qu'ils pensent que leur « vote à l'élection présidentielle ne servira à rien ».

Les raisons du vote blanc

Question : « Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, vous pourriez **voter blanc** car... ? » (en premier)

Base : répondants qui pourraient **voter blanc** au premier tour de la présidentielle



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Grille de lecture : 31 % des répondants qui pourraient voter blanc au premier tour disent vouloir voter blanc parce que « les différents candidats dont on parle aujourd'hui ne [leur] conviennent pas », 27 % parce qu'ils ont « le sentiment que c'est la même politique qui est menée quel que soit le parti au pouvoir », 16 % parce qu'ils veulent « protester contre le système politique actuel », 14 % parce que « la politique en général ne [les] intéresse pas » et 10 % parce qu'ils pensent que leur « vote à l'élection présidentielle ne servira à rien ».

Les motivations de l'abstention et le profil des abstentionnistes potentiels au premier tour en 2022

Question : « Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, vous pourriez vous **abstenir** car... ? » (en premier)

Base : répondants qui pourraient **s'abstenir** au premier tour de la présidentielle

	Vous pensez que votre vote à l'élection présidentielle ne servira à rien	Les différents candidats dont on parle aujourd'hui ne vous conviennent pas	Vous avez le sentiment que c'est la même politique qui est menée quel que soit le parti au pouvoir	Vous voulez protester contre le système politique actuel	La politique en général ne vous intéresse pas
Genre					
Hommes	11	27	33	16	11
Femmes	12	26	28	12	20
Âge					
18-24 ans	10	21	25	16	26
25-34 ans	14	24	22	14	24
35-49 ans	13	21	32	17	16
50-64 ans	11	29	34	10	15
65 ans et +	10	36	34	11	6
Statut professionnel					
Salarié du public	7	32	31	11	18
Salarié du privé	13	21	30	16	19
Chômeur	15	23	25	22	15
Retraité	11	35	35	11	6
Homme/Femme au foyer	15	16	31	14	19
Niveau de diplôme					
Sans diplôme/BEPC/CAP/BEP	14	18	37	13	16
Bac	15	22	31	14	18
Bac + 2	10	36	25	13	15
Supérieur à bac + 2	7	33	24	16	17
Revenu mensuel du foyer					
Moins de 1 000 euros	15	25	25	15	20
De 1 000 à 1 999 euros	16	23	29	14	15
De 2 000 à 3 499 euros	10	25	30	16	18
3 500 euros et plus	10	33	35	10	11
Ont déjà voté pour l'un des partis					
FN/RN	15	23	33	15	12
FdG/Fl	13	27	30	20	10
LO/NPA	15	28	35	15	6
DLF	15	25	36	11	12
Pour au moins un de ces partis	12	26	33	17	11
Se sont déjà abstenus ou ont déjà voté blanc					
Abstention	11	25	31	14	18
Vote blanc	12	28	32	12	15
Abstention ou vote blanc	11	26	31	13	17
Ont déjà fait les deux	11	26	33	13	16
Ne se sont jamais abstenus et n'ont jamais voté blanc	16	26	24	18	14
Utilité du vote					
Oui	8	35	25	13	17
Non	15	19	35	15	16
Opinion sur la mondialisation					
Une opportunité	11	25	26	13	23
Une menace	13	27	32	14	13

Les motivations du vote blanc et le profil des électeurs susceptibles de voter blanc au premier tour en 2022

Question : « Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, vous pourriez voter blanc car... ? » (en premier)

Base : répondants qui pourraient voter blanc au premier tour de la présidentielle

	Vous pensez que votre vote à l'élection présidentielle ne servira à rien	Les différents candidats dont on parle aujourd'hui ne vous conviennent pas	Vous avez le sentiment que c'est la même politique qui est menée quel que soit le parti au pouvoir	Vous voulez protester contre le système politique actuel	La politique en général ne vous intéresse pas
Genre					
Hommes	10	34	23	20	12
Femmes	11	29	29	13	16
Âge					
18-24 ans	13	31	24	11	21
25-34 ans	14	27	23	13	20
35-49 ans	10	24	28	18	19
50-64 ans	9	34	32	13	11
65 ans et +	10	39	22	20	4
Statut professionnel					
Salarié du public	7	32	31	14	15
Salarié du privé	12	31	23	16	17
Chômeur	10	29	19	13	27
Retraité	7	39	27	18	4
Homme/Femme au foyer	19	13	31	20	16
Niveau de diplôme					
Sans diplôme/BEPC/CAP/BEP	11	24	26	18	17
Bac	13	24	30	14	17
Bac + 2	14	36	24	14	12
Supérieur à bac + 2	4	42	24	18	10
Revenu mensuel du foyer					
Moins de 1 000 euros	13	27	25	16	16
De 1 000 à 1 999 euros	13	34	25	14	13
De 2 000 à 3 499 euros	9	30	28	17	14
3 500 euros et plus	7	32	29	20	9
Ont déjà voté pour l'un des partis					
FN/RN	14	26	25	20	14
FdG/Fl	12	34	27	18	7
LO/NPA	11	32	33	20	4
DLF	9	31	24	21	14
Pour au moins un de ces partis	12	29	27	19	12
Se sont déjà abstenus ou ont déjà voté blanc					
Abstention	11	28	27	17	16
Vote blanc	11	31	27	17	13
Abstention ou vote blanc	10	30	27	17	14
Ont déjà fait les deux	11	29	27	18	15
Ne se sont jamais abstenus et n'ont jamais voté blanc	11	36	22	10	17
Utilité du vote					
Oui	7	40	21	13	16
Non	13	22	31	19	14
Opinion sur la mondialisation					
Une opportunité	10	33	25	14	16
Une menace	11	29	28	17	14

4. La disponibilité à voter à droite est stable mais la disponibilité à voter à gauche est au plus bas depuis septembre 2019

Parmi les partis testés, la disponibilité à voter LR est la plus élevée (36 %), tandis que LREM (32 %) baisse de 2 points en un an (34 % en septembre 2020). Située à un haut niveau, la disponibilité à voter pour le RN au premier tour de la présidentielle s'érode cependant pour la première fois, passant de 34 % en avril 2021 à 32 % en septembre 2021.

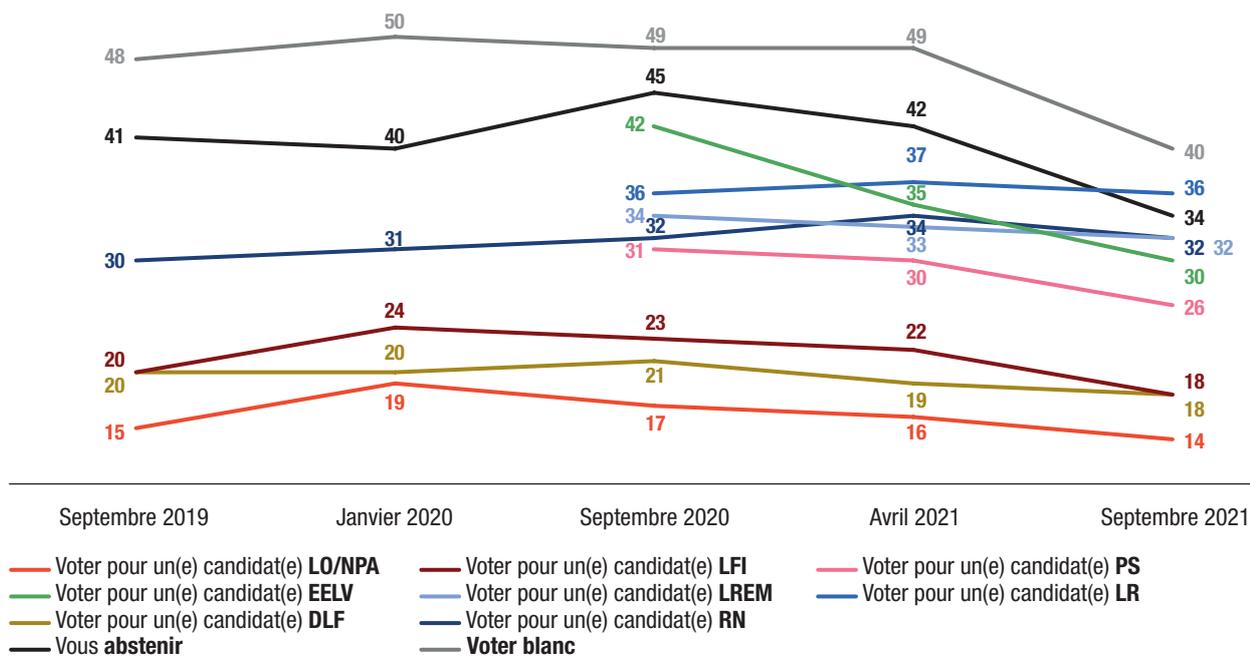
À gauche, LFI recule également, passant de 24 % en janvier 2020 – niveau le plus haut enregistré, lié à la contestation de la réforme des retraites – à 18 % en septembre 2021 – niveau le plus bas. Il en va de même pour LO/NPA (de 19 à 14 % sur la même période). On observe des tendances similaires pour le PS qui atteint son résultat le plus faible (26 %), tandis que EELV perd 12 points en un an, passant de 42 % en septembre 2020 à 30 % en septembre 2021.

Septembre 2019-septembre 2021 : évolution de la disponibilité à voter pour les différents partis testés au premier tour de l'élection présidentielle de 2022

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez ... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

5. Dans l'hypothèse d'un duel Macron-Le Pen, des transferts de voix incertains

Selon les données de la vague 5, dans le cadre d'un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, la part de personnes indiquant être « certaines » ou ayant « de fortes chances » de voter pour la candidate du RN s'élève à 26 %, soit le deuxième résultat le plus élevé après

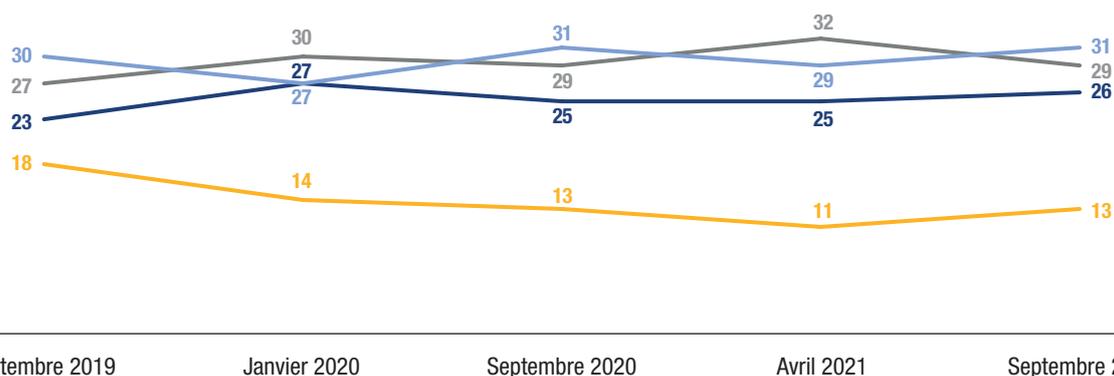
celui de la vague 2 (27 % en janvier 2020). Parallèlement, la part de répondants qui sont « certains » ou qui ont « de fortes chances » de voter pour le président sortant atteint 31 %, soit son résultat le plus élevé, à égalité avec celui de la vague 3 en septembre 2020 (31 %). La proportion de ceux qui pourraient s'abstenir ou voter blanc baisse de trois points, de 32 % en avril 2021 à 29 % en septembre 2021.

La disponibilité électorale déclarée pour le second tour de la présidentielle de 2022 (septembre 2019-septembre 2021)

Question : « En 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que... ? »

Réponses : « vous êtes certain de voter pour lui/elle » ou « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle »

Base : ensemble de l'échantillon



- « Certains » ou ont « de fortes chances » de voter **Emmanuel Macron** au 2nd tour
- « Certains » ou ont « de fortes chances » de voter **Marine Le Pen** au 2nd tour
- « Certains » ou ont « de fortes chances » de **s'abstenir** ou de **voter blanc** au 2nd tour
- Ne sait pas

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

En cas de second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, les transferts de voix en faveur du président sortant seront observés de près. D'abord en raison de la forte porosité entre les populismes de droite : 62 % des électeurs qui pourraient voter Éric Zemmour au premier tour et 51 % de ceux qui pourraient voter pour Nicolas Dupont-Aignan expriment une préférence pour Marine Le Pen dans un duel face à Emmanuel Macron, tandis que près d'un quart des électeurs d'Éric Zemmour (22 %) et de Nicolas Dupont-Aignan (23 %) s'abstiendraient ou voteraient blanc et qu'une minorité voterait pour Emmanuel Macron (respectivement 9 % et 15 %). Ensuite, comme nous l'avons déjà remarqué lors des éditions précédentes, il n'y a pas de barrière séparant les électeurs de Jean-Luc Mélenchon de ceux de Marine Le Pen. Ceux qui pourraient voter pour le candidat LFI au premier tour sont aussi nombreux à pouvoir voter pour Marine Le Pen (24 %) que pour Emmanuel Macron (24 %), et 43 % pourraient s'abstenir ou voter blanc. Par ailleurs, le comportement des électeurs du PS et de LR

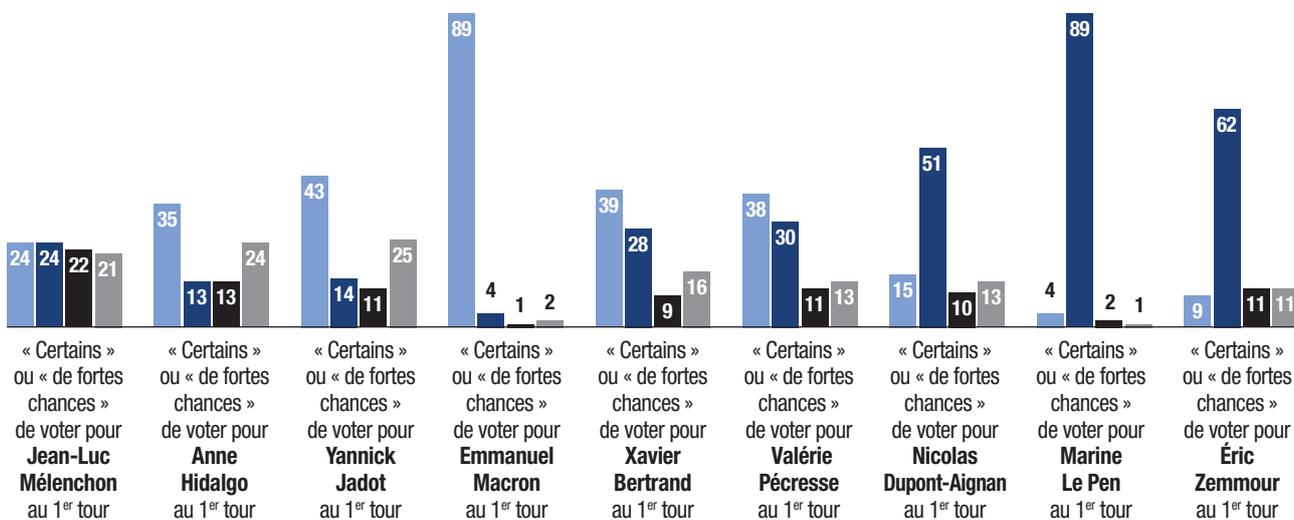
paraît imprévisible, tant ils oscillent entre abstention, indécision, tentation populiste et soutien à la majorité actuelle. Plus d'un tiers des individus qui pourraient voter Hidalgo (37 %) ou Jadot (36 %) au premier tour disent pouvoir s'abstenir ou voter blanc en cas de second tour Macron-Le Pen, de même qu'un quart de ceux qui pourraient voter Bertrand (25 %) ou Pécresse (24 %) au premier tour. Ces électors sont toujours plus nombreux à dire qu'ils voteraient Macron plutôt que Le Pen au second tour (39 % des électeurs de Bertrand expriment une préférence pour le président sortant, 38 % de ceux de Pécresse, 43 % de ceux de Jadot et 35 % de ceux d'Hidalgo). Cependant, une part significative apparaît ouverte au vote populiste de droite : 13 % des potentiels électeurs d'Anne Hidalgo, 14 % de ceux de Yannick Jadot, 28 % de ceux de Xavier Bertrand et 30 % de ceux de Valérie Pécresse pourraient voter pour la leader du RN. Sans surprise, la plupart des électeurs (89 %) d'Emmanuel Macron ou de Marine Le Pen au premier tour voteraient pour leur champion au second tour.

Quel comportement électoral en cas de second tour Le Pen-Macron ?

Question : « En 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que... ? »

Réponses : « vous êtes certain de voter pour lui/elle » ou « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle »

Base : ensemble de l'échantillon



- « Certains » ou « de fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron au 2nd tour
- « Certains » ou « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au 2nd tour
- « Certains » ou « de fortes chances » de s'abstenir au 2nd tour
- « Certains » ou « de fortes chances » de voter blanc au 2nd tour

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Grille de lecture : Parmi les personnes qui disent être « certaines » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour, 24 % déclarent être « certaines » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au second tour dans l'hypothèse d'un duel Macron-Le Pen.

Dans le même temps, il faut noter que la proportion des répondants qui disent vouloir « éviter l'élection de Marine Le Pen » a baissé en un an, passant de 53 % en septembre 2020 à 51 % en avril 2021, pour devenir minoritaire en septembre 2021 (48 %). À l'opposé, une proportion approchante (44 %) déclare vouloir « éviter la réélection d'Emmanuel Macron », soit 3 points de plus qu'en avril 2021 et 4 points de plus qu'en septembre 2020.

Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ?

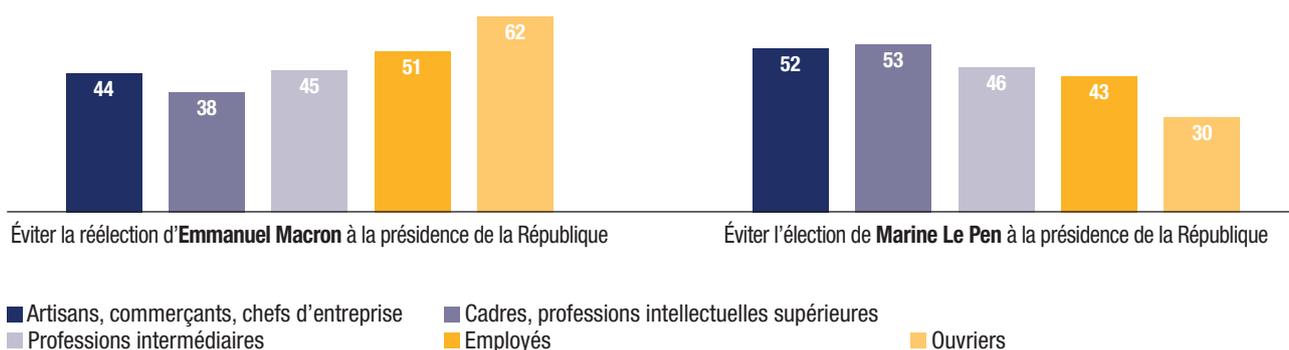
- Éviter la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République.
- Éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République.

Les employés et les ouvriers déclarent majoritairement vouloir éviter la réélection du président sortant

Question : « Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ? »

Réponses : « éviter la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République » ; « éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République »

Base : selon les catégories socioprofessionnelles



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

L'intérêt pour un candidat qui ne viendrait d'aucun parti

1. L'idée d'une candidature hors des partis demeure l'hypothèse préférée des électeurs

À la question « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez voter pour un candidat qui ne viendrait pas d'un parti politique ? », 43 % des personnes interrogées répondent

par l'affirmative. La disponibilité à voter pour une candidature qui ne serait issue d'aucun parti est plus élevée que la disponibilité à s'abstenir, à voter blanc ou à voter pour chacun des partis testés.

L'idée d'un(e) candidat(e) qui ne viendrait pas d'un parti politique séduit

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez voter pour l'un des partis suivants... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement » ; « non, certainement pas » et « non, probablement pas »

Base : ensemble de l'échantillon

	« Oui, certainement » et « oui, probablement »	« Non, probablement pas » et « non, certainement pas »	Ne sait pas
Un(e) candidat(e) qui ne viendrait pas d'un parti politique	43	52	5
Voter blanc	40	56	4
Un(e) candidat(e) LR	36	59	5
Vous abstenir	34	62	4
Un(e) candidat(e) RN	32	64	4
Un(e) candidat(e) LREM	32	63	5
Un(e) candidat(e) EELV	30	65	5
Un(e) candidat(e) PS	26	69	5
Un(e) candidat(e) LFI	18	78	4
Un(e) candidat(e) DLF	18	78	4
Un(e) candidat(e) LO/NPA	14	82	4

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

C'est parmi ceux qui disent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter Éric Zemmour au premier tour de la présidentielle que l'on trouve la plus forte proportion (77 %) d'électeurs exprimant une préférence pour un candidat qui ne viendrait pas d'un parti politique. On trouve une proportion moins importante mais encore très significative parmi les répondants qui disent pouvoir

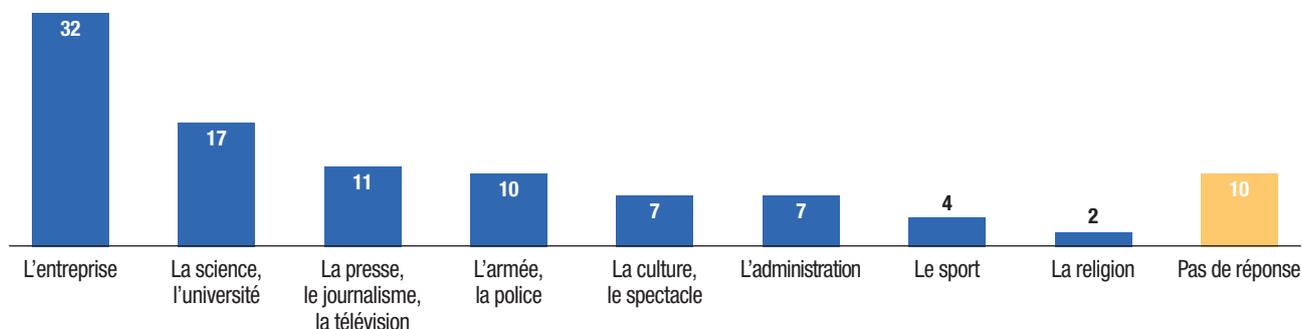
voter Nicolas Dupont-Aignan (65 %), Yannick Jadot (58 %), Valérie Pécresse (51 %), Xavier Bertrand (48 %) et Anne Hidalgo (48 %). Cette attente est moins répandue chez les électeurs de Jean-Luc Mélenchon (43 %), Emmanuel Macron (39 %), qui incarne cependant ce profil, et Marine Le Pen (35 %).

2. Éléments sur le profil du candidat qui ne viendrait d'aucun parti

Un tiers des électeurs (32%) qui pourrait voter pour un candidat hors des partis souhaiterait voir une personne issue du monde de l'entreprise

Question : « Et pour vous, idéalement, ce candidat qui ne viendrait d'aucun parti, serait issu de quel milieu... »

Base : répondants qui pourraient voter pour un candidat qui ne viendrait d'aucun parti politique au premier tour de la présidentielle



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Les électeurs de gauche, ceux répondant qu'ils pourraient voter PS ou LFI au premier tour, expriment une préférence pour une candidature issue du monde scientifique ou universitaire. Les électeurs favorables à une candidature issue du monde de l'entreprise se trouvent parmi les répondants qui sont « certains » ou qui ont « de fortes

chances » de voter pour Emmanuel Macron, Xavier Bertrand ou Valérie Pécresse. Pour la droite protestataire, les citoyens qui pourraient voter pour Marine Le Pen privilégient le militaire et le policier, tandis que ceux qui pourraient voter pour Éric Zemmour préfèrent le profil du journaliste.

Le profil du candidat hors parti diffère selon les préférences électorales

Question : « Et pour vous, idéalement, ce candidat qui ne viendrait d'aucun parti, serait issu de quel milieu... »

Base : répondants qui pourraient voter pour un candidat qui ne viendrait d'aucun parti politique au premier tour de la présidentielle

	L'entreprise	Le sport	La religion	La culture, le spectacle	La presse, le journalisme, la télévision	La science, l'université	L'armée, la police	L'administration
« Certains » ou « de fortes chances » de voter pour Jean-Luc Mélenchon	17	15	9	15	9	21	3	6
« Certains » ou « de fortes chances » de voter pour Anne Hidalgo	18	11	6	8	13	29	0	8
« Certains » ou « de fortes chances » de voter pour Yannick Jadot	23	7	9	11	10	28	2	8
« Certains » ou « de fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron	43	4	4	4	6	16	6	9
« Certains » ou « de fortes chances » de voter pour Xavier Bertrand	36	4	4	7	12	12	15	5
« Certains » ou « de fortes chances » de voter pour Valérie Pécresse	37	5	7	6	18	9	11	3
« Certains » ou « de fortes chances » de voter pour Nicolas Dupont-Aignan	18	5	9	12	19	15	15	3
« Certains » ou « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen	23	5	3	6	19	9	26	5
« Certains » ou « de fortes chances » de voter pour Éric Zemmour	13	3	2	4	45	5	19	3

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Grille de lecture : Parmi les répondants qui disent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Jean-Luc Mélenchon, 21% d'entre eux souhaitent que ce candidat qui ne viendrait d'aucun parti vienne idéalement du milieu scientifique ou universitaire.

3. Le rejet des partis conditionne l'attente d'une candidature de la société civile

Nous faisons l'hypothèse que la disponibilité à voter pour un candidat issu de la société civile est l'une des expressions de la protestation électorale, à côté du vote

antisystème, de l'abstention et du vote blanc. C'est ce que montrent les motivations des répondants qui disent pouvoir voter pour un candidat hors parti.

Les raisons du vote pour un candidat qui ne viendrait d'aucun parti

Question : « Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, vous pourriez voter pour un candidat qui ne viendrait d'aucun parti politique car... ? » (en premier)

Base : répondants qui pourraient voter pour un candidat qui ne viendrait d'aucun parti politique au premier tour de la présidentielle



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

La plupart des personnes interrogées (82 %) n'ont pas confiance dans les partis. Spectaculièrement élevée, cette défiance est même en légère augmentation par rapport à la vague 4 (80 % en avril 2021). Le rejet des partis contribue à l'augmentation de l'abstention et du vote blanc ; il favorise aussi l'éclosion d'autres types de candidatures. En témoigne l'opposition inédite du second tour de l'élection présidentielle de 2017 entre, d'un côté, une candidature hors système, celle d'Emmanuel Macron, sans passé électoral ni parti constitué et, de l'autre, la candidature antisystème de

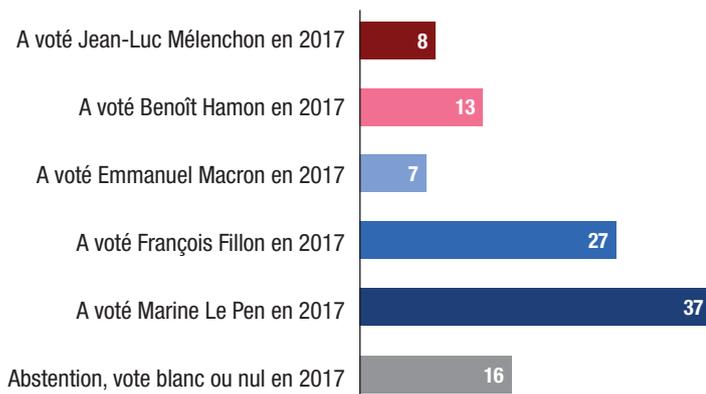
Marine Le Pen. Depuis leur élimination au premier tour de 2017, LR et PS ne sont pas parvenus à retrouver le soutien de l'opinion. Leur impopularité obère les chances de succès des candidats qu'ils choisissent. Pour les candidats LR et PS, les bénéficiaires attachés au soutien d'un parti sont devenus incertains. Le parti pourrait être devenu l'obstacle à une victoire à la présidentielle, même s'il demeure un levier important compte tenu des besoins de financement et de la règle des parrainages. Si elle devenait officielle, l'entrée d'Éric Zemmour dans la compétition politique serait de nature à bouleverser le paysage politique.

Les potentiels réservoirs de voix d'Éric Zemmour

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez voter pour Éric Zemmour ? »

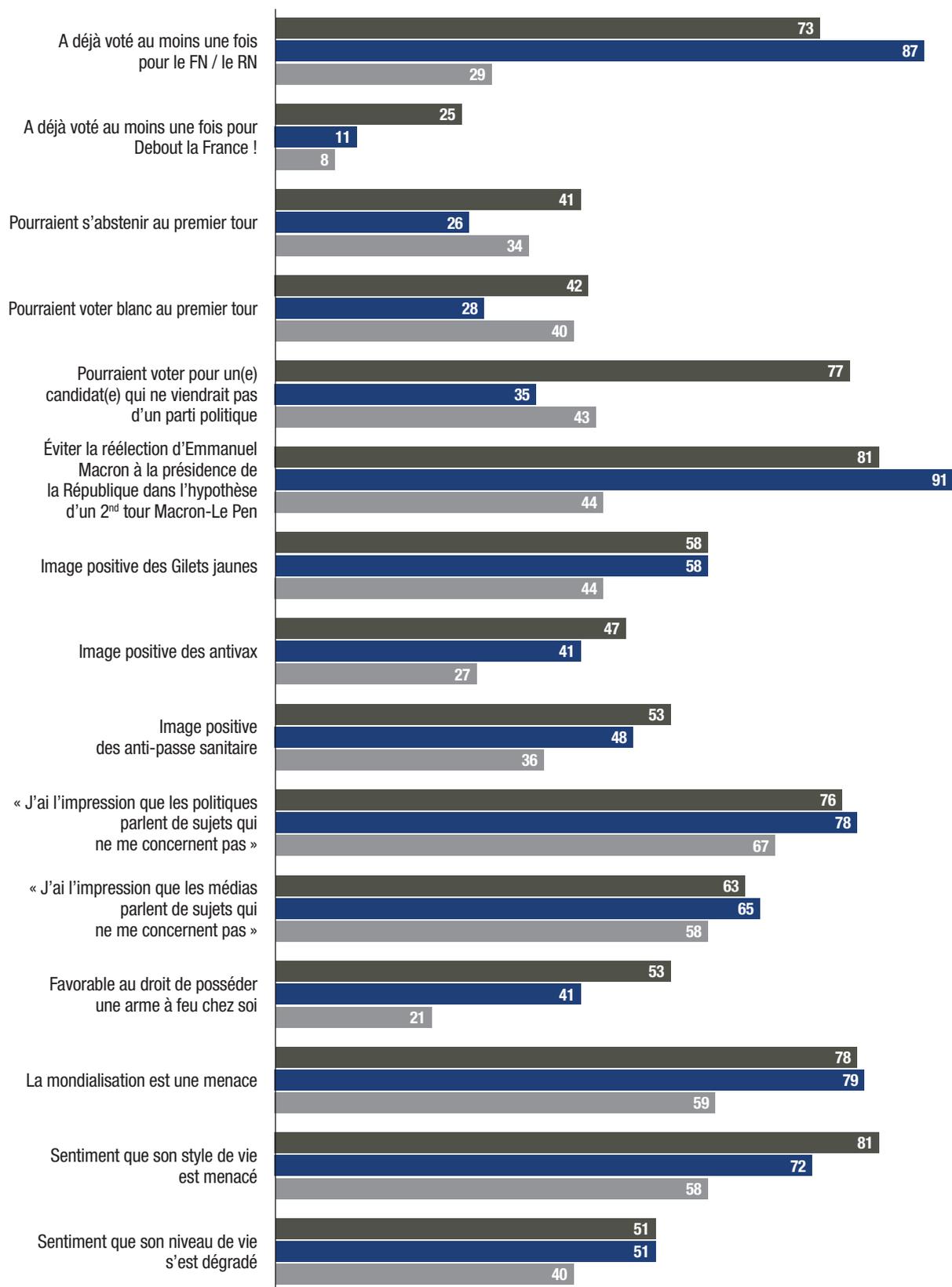
Réponse : « vous êtes certain de voter pour lui », « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui » ou « il serait possible que vous votiez pour lui »

Base : selon le vote au 1^{er} tour de la présidentielle en 2017



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Portrait des électorats d'Éric Zemmour et de Marine Le Pen : entre convergences et différences



■ « Certains » ou « de fortes chances » de voter pour **Éric Zemmour** au 1^{er} tour
 ■ « Certains » ou « de fortes chances » de voter pour **Marine Le Pen** au 1^{er} tour
 ■ Ensemble de l'échantillon



Le risque populiste s'inscrit dans une société inquiète

1. L'élection présidentielle pourrait diviser plus que rassembler les Français

Quelque 41 % des citoyens estiment que l'élection présidentielle va « diviser davantage les Français ». Ils sont seulement 12 % à répondre qu'elle va « rassembler davantage les Français ». Près de la moitié des répondants (46 %) déclarent « ni l'un ni l'autre ». L'idée selon laquelle l'élection présidentielle va « diviser davantage les Français » est plus répandue dans les classes aisées (44 %) et les classes moyennes (42 %) qu'au sein des classes populaires (38 %). Les hommes (45 %) sont sensiblement plus nombreux que les femmes (37 %) à porter ce jugement. De même, 45 % des personnes qui ont un revenu mensuel du foyer égal ou supérieur à 3 500 euros partagent cet avis, contre 39 % pour ceux ayant un revenu mensuel du foyer inférieur à 1 000 euros. La proportion

des artisans, commerçants et chefs d'entreprise (51 %) et des cadres et professions intellectuelles supérieures (46 %) à estimer que la présidentielle va davantage diviser les Français sont les plus élevées (contre 43 % chez les employés et 41 % chez les ouvriers).

2. Gilets jaunes, antivax et anti-passe sanitaire : un enchevêtrement de colères nourrit le vote protestataire

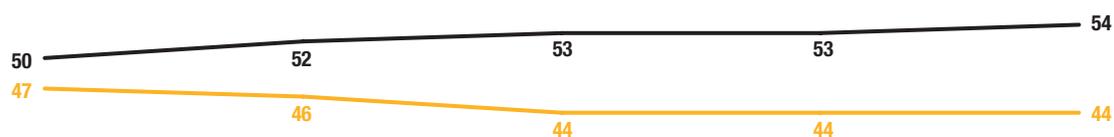
La France a vu s'enchaîner une série de crises d'intensités différentes, depuis les oppositions aux réformes ou le mouvement des Gilets jaunes jusqu'à la plus récente, la pandémie de la Covid-19 et la formation des mouvements qui ont suivi, les antivax puis les anti-passe sanitaire.

Le mouvement des Gilets jaunes bénéficie toujours d'une image positive dans l'opinion

Question : « On a beaucoup entendu parler du mouvement des Gilets jaunes. Diriez-vous que vous avez une image des Gilets jaunes... »

Réponses : « très positive » et « plutôt positive » ; « très négative » et « plutôt négative »

Base : ensemble de l'échantillon



Septembre 2019

Janvier 2020

Septembre 2020

Avril 2021

Septembre 2021

— Répondants ayant une image positive des Gilets jaunes
— Répondants ayant une image négative des Gilets jaunes

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Si les antivax et les anti-passe sanitaire ne sont pas une reproduction à l'identique des Gilets jaunes, des éléments sont communs à ces trois mouvements, tous en rupture avec les organes représentatifs institutionnels et les pouvoirs intermédiaires traditionnels. Ces mouvements incarnent la montée en puissance du rejet des institutions.

Les profils des répondants qui ont une image positive des Gilets jaunes, des antivax et des anti-passe sanitaire font apparaître des groupes antisystème qui semblent se délier du modèle démocratique et expriment une vive critique à l'égard du gouvernement.

Gilets jaunes, antivax et anti-passe sanitaire : trois mouvements antisystème

Base : répondants ayant une image positive des Gilets jaunes, des antivax ou des anti-passe sanitaire

	Ensemble de l'échantillon	Image positive des Gilets jaunes	Image positive des antivax	Image positive des anti-passe sanitaire
Voter ne sert pas à grand-chose , les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple	38	49	53	53
Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement	60	49	42	47
Mécontent de l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République	58	75	76	75
Le gouvernement a mal géré la crise de la Covid-19	53	70	72	71
Sentiment de ne pas être concerné par ce que disent les politiques	67	73	73	73
Sentiment de ne pas être concerné par ce que disent les médias	58	61	60	61

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Grille de lecture : Parmi les personnes qui ont une image positive des anti-passe sanitaire, 53 % estiment que « voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple ».

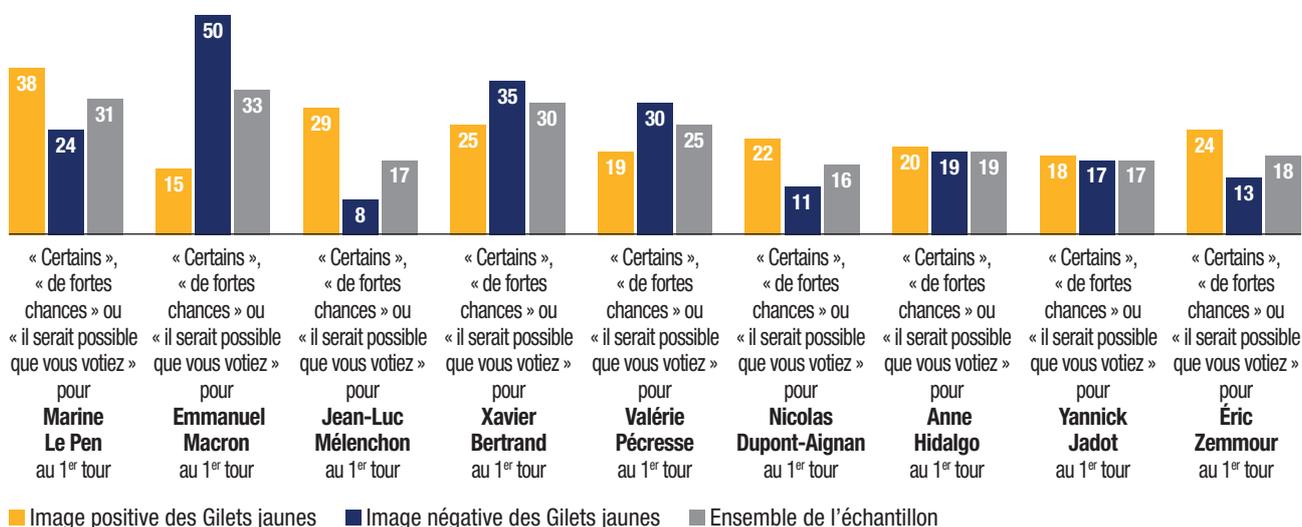
Dans la perspective de 2022, la sympathie pour les Gilets jaunes, les antivax et les anti-passe sanitaire est associée à un potentiel de protestation électorale sensiblement plus élevé que la moyenne. Au premier tour, 84 % des répondants qui ont une image positive des Gilets jaunes pourraient opter pour au moins l'un des comportements

protestataires retenus (voter pour le RN, LFI, DLF ou LO/NPA, s'abstenir ou voter blanc), contre 72 % en moyenne. Ce chiffre monte à 89 % pour les personnes qui ont une image positive des antivax ou des anti-passe sanitaire.

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ? »

Réponses : « vous êtes certain de voter pour lui/elle », « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle » ou « il serait possible que vous votiez pour lui/elle »

Base : selon l'image positive ou négative à l'égard des Gilets jaunes

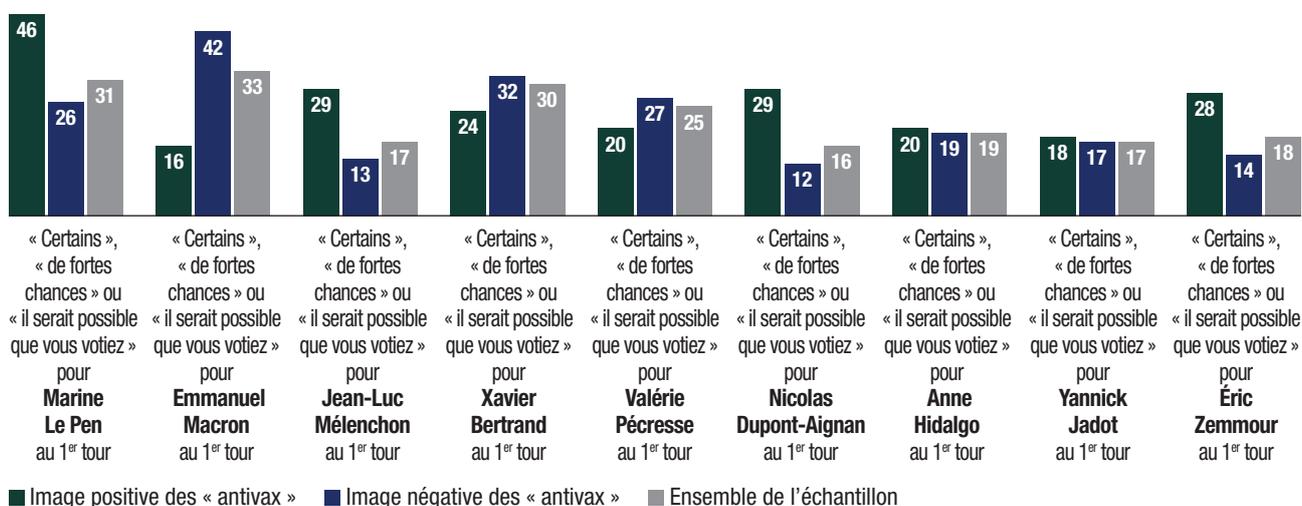


© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ? »

Réponses : « vous êtes certain de voter pour lui/elle », « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle » ou « il serait possible que vous votiez pour lui/elle »

Base : selon l'image positive ou négative à l'égard des **antivax**

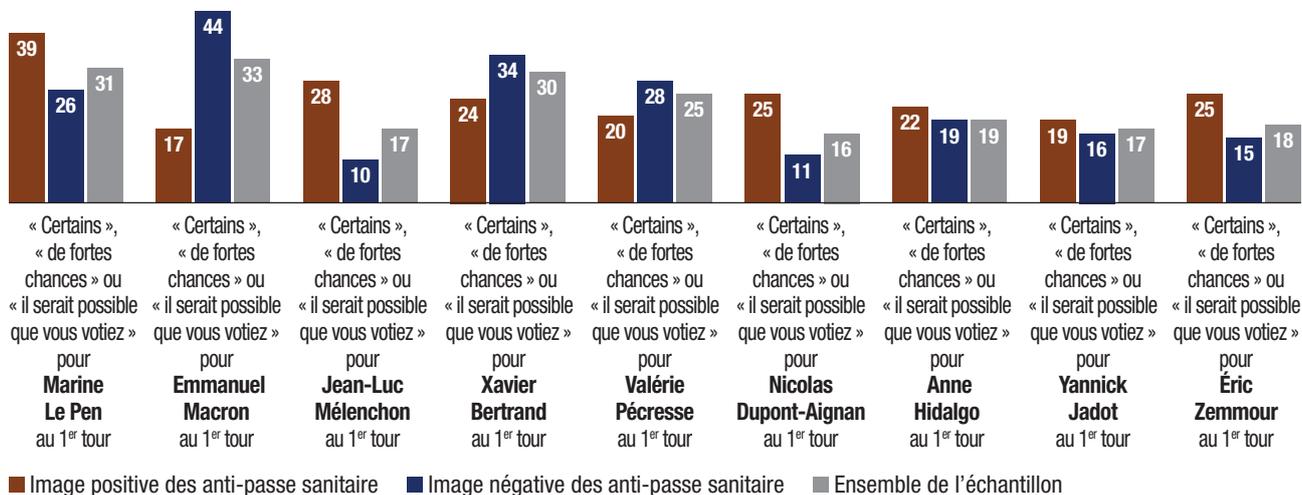


© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ? »

Réponses : « vous êtes certain de voter pour lui/elle », « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle » ou « il serait possible que vous votiez pour lui/elle »

Base : selon l'image positive ou négative à l'égard des **anti-passe sanitaire**



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

3. Les Français jugent la société « de plus en plus violente »

Affrontements lors de manifestations, augmentation de la criminalité, agressions racistes, antisémites, homophobes, attentats terroristes, multiplication des incivilités, innombrables propos haineux sur

les réseaux sociaux... Le 3 juin 2021, Emmanuel Macron déclarait lui-même : « Nous sommes dans une société de plus en plus violente¹. » Cette opinion est partagée par les trois quarts des répondants (72 %), soit un chiffre identique à celui de nos deux précédentes vagues, septembre 2020 et avril 2021.

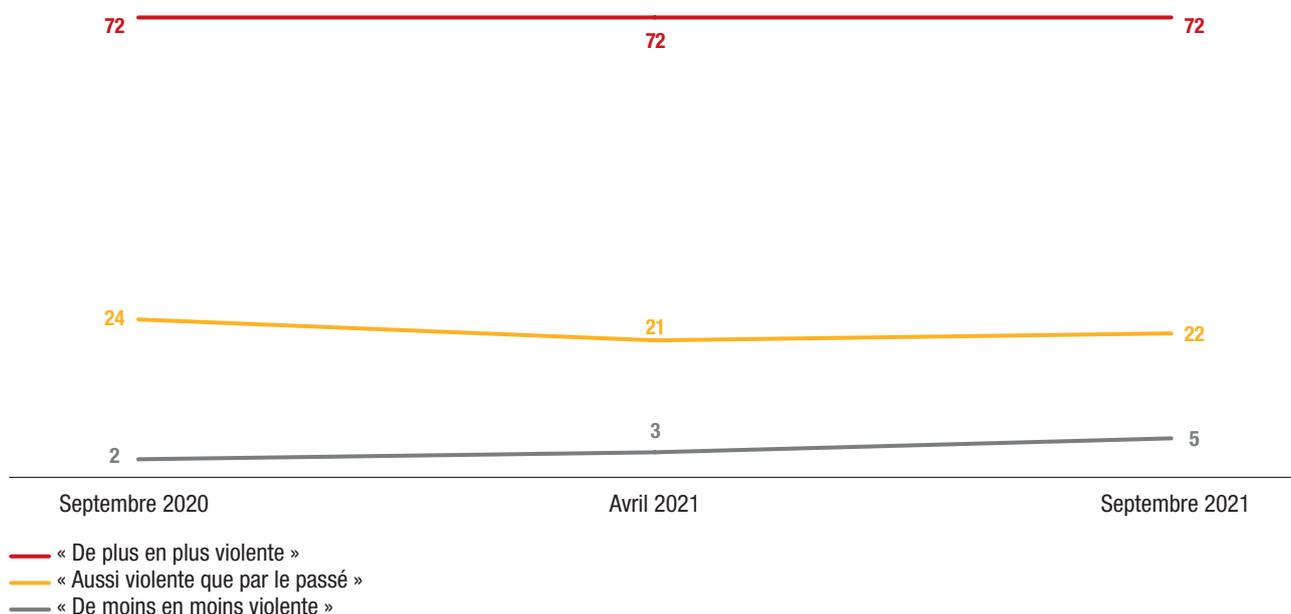
1. Cité in Salomé Vincendon, « Selon Emmanuel Macron, "nous sommes dans une société de plus en plus violente" », bfmtv.com, 3 juin 2021 (www.bfmtv.com/politique/selon-emmanuel-macron-nous-sommes-dans-une-societe-de-plus-en-plus-violente_AV-202106030312.html).

Depuis un an, 72% des répondants jugent la société de plus en plus violente

Question : « Selon votre ressenti, la société française est-elle de plus en plus violente, aussi violente que par le passé ou de moins en moins violente ? »

Réponses : « de plus en plus violente » ; « aussi violente que par le passé » ; « de moins en moins violente »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Compte tenu de son niveau global, l'appréciation est présente dans toutes les catégories sociales, et dans des proportions comparables, que ce soit au sein des classes aisées (77%), des classes moyennes (70%) ou des classes populaires (71%). Cependant, l'opinion est sensiblement plus répandue chez les personnes considérant que leur niveau de vie s'est dégradé (83%) que chez celles estimant qu'il s'est amélioré (52%). Cette sombre appréciation

concerne davantage les femmes (75%) que les hommes (68%), les plus de 65 ans (78%) que les 18-24 ans qui sont tout de même près d'un sur deux (46%) à la partager. Au sein des familles politiques, si cette opinion est d'autant plus répandue que le parti est plus à droite, elle est toujours majoritaire, y compris à gauche : 87% chez les sympathisants du RN, 78% chez LR, 68% à LREM, 64% pour le PS et EELV, 59% pour le PCF/LFI.

Les Français qui s'informent via les chaînes d'information en continu sont les plus nombreux à penser que la société est de plus en plus violente

Question : « Selon votre ressenti, la société française est-elle de plus en plus violente, aussi violente que par le passé ou de moins en moins violente ? »

Réponses : « de plus en plus violente » ; « aussi violente que par le passé » ; « de moins en moins violente »

Base : selon les moyens de s'informer (en premier)

	Les grandes chaînes de télévision (TF1, France 2, France 3, France 5, M6, Canal+)	Les chaînes d'information en continu (CNews, LCI, BFM TV, etc.)	Les journaux (papier ou en ligne)	La radio	YouTube	Blogs ou forums sur Internet	Les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, etc.)
« De plus en plus violente »	77	80	72	69	54	61	57
« Aussi violente que par le passé »	18	16	25	27	35	28	31
« De moins en moins violente »	4	3	2	3	10	10	12

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Grille de lecture : Parmi les répondants qui s'informent avec les chaînes d'information en continu (CNews, LCI, BFM TV, etc.), 80% estiment que la société est de plus en plus violente.

4. Les utilisateurs d'applications de messagerie, de réseaux sociaux, de chaînes vidéos et « le droit de posséder une arme à feu chez soi pour assurer sa sécurité »

Le haut niveau de préoccupation pour les enjeux de sécurité, le sentiment que la société est de plus en plus violente et l'opinion selon laquelle la police n'a pas suffisamment de moyens nous conduit, pour la deuxième fois, à nous demander si, par voie de conséquence,

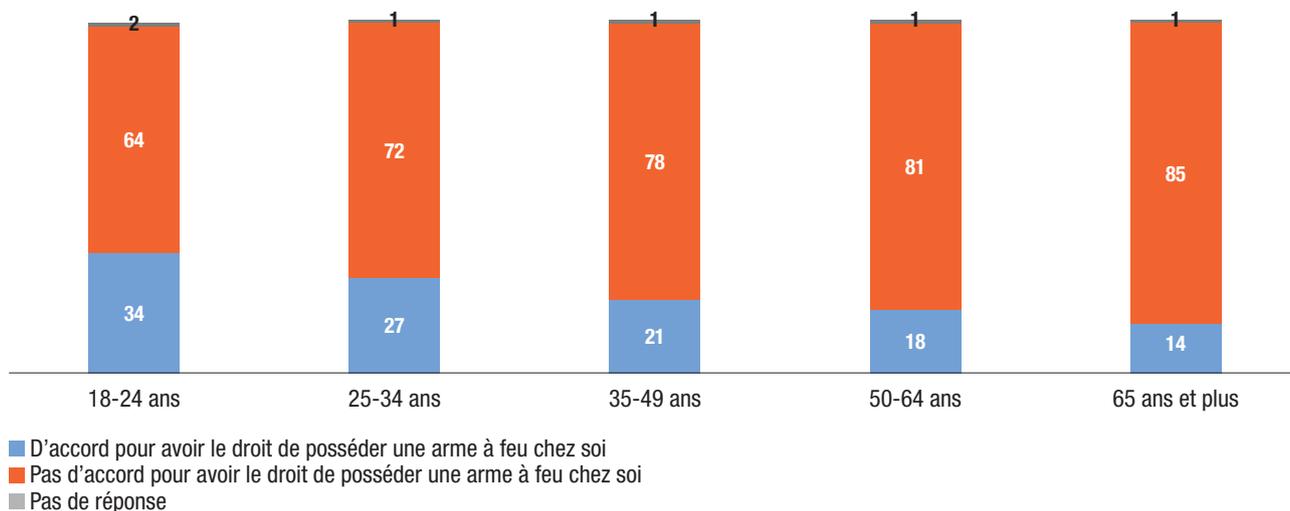
il existe dans l'opinion la revendication d'un droit à posséder une arme chez soi. L'item « En France, pour assurer leur sécurité, les Français devraient avoir le droit de posséder une arme à feu chez eux » est approuvé par 21 % des personnes interrogées mais rejeté par 78 %. Un élément mérite cependant d'être souligné : minoritaire, bien qu'à un niveau significatif compte tenu de la question, l'idée d'un droit de posséder une arme à feu est nettement plus répandue chez les 18-24 ans (34 %), notamment les lycéens et les étudiants (32 %).

Plus d'un tiers (34%) des 18-24 ans sont favorables au droit de posséder une arme à feu chez soi

Question : « Selon vous, en France, pour assurer leur sécurité, les Français devraient avoir le droit de posséder une arme à feu chez eux ? »

Réponses : « tout à faire d'accord » et « plutôt d'accord » ; « pas du tout d'accord » et « plutôt pas d'accord »

Base : selon l'âge



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

La représentation d'une conflictualité montante et dérégulée est alimentée par les réseaux sociaux qui mettent en scène de façon quasi quotidienne des faits de violence et dont les jeunes sont les principaux utilisateurs, notamment TikTok, Twitch ou Instagram. Il existe un lien clair entre le fait de passer du temps sur les réseaux sociaux et le souhait d'avoir le droit de posséder une arme chez soi. Parmi les personnes interrogées qui utilisent Telegram tous les jours, plus de la moitié (57 %) sont en

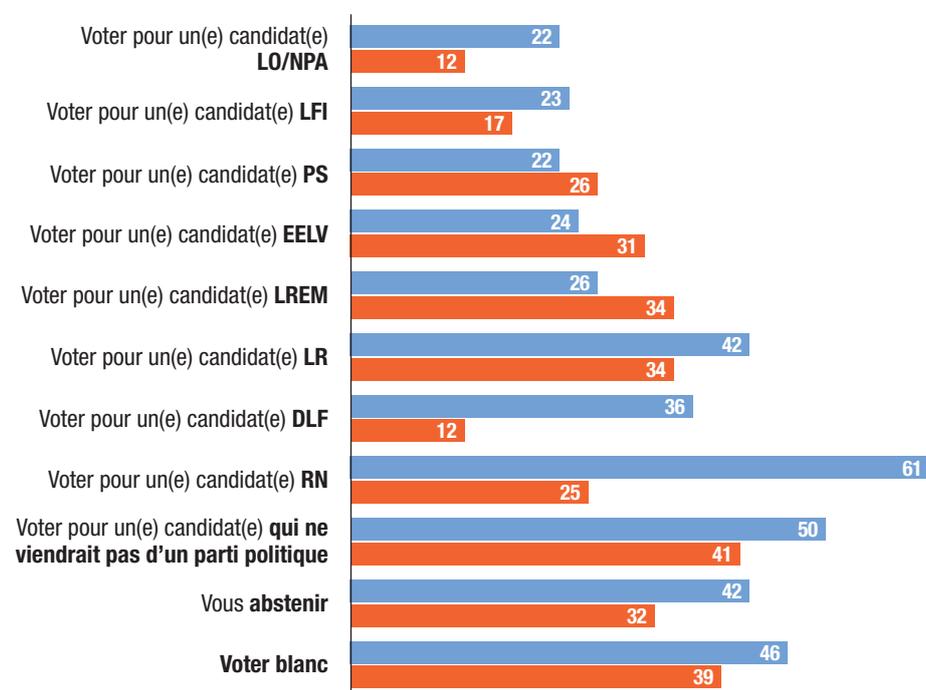
faveur du droit de posséder une arme chez soi. Il en va de même pour celles qui utilisent quotidiennement TikTok (42 % souhaitent avoir le droit de posséder une arme), Twitch (44 %), Twitter (29 %) et Instagram (26 %) et celles qui s'informent *via* les blogs/les forums (47 %) et YouTube (41 %). En revanche, pour les utilisateurs quotidiens de Facebook (22 %) et de WhatsApp (21 %), les chiffres sont similaires à la moyenne de l'échantillon (21 %).

Les répondants qui souhaitent avoir le droit de posséder une arme à feu chez soi expriment une forte disponibilité à voter à droite, particulièrement pour un candidat du RN

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement »

Base : selon les répondants qui sont « d'accord » ou « pas d'accord » d'avoir le droit de posséder une arme à feu chez soi pour assurer leur sécurité



■ D'accord pour avoir le droit de posséder une arme à feu chez soi
 ■ Pas d'accord pour avoir le droit de posséder une arme à feu chez soi

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Grille de lecture : Parmi les personnes qui sont d'accord d'« avoir le droit de posséder une arme à feu chez soi », 61 % disent qu'elles pourraient voter pour un(e) candidat(e) RN au premier tour en 2022. Parmi les personnes qui ne sont pas d'accord d'« avoir le droit de posséder une arme à feu chez soi », 34 % disent qu'elles pourraient voter pour un(e) candidat(e) LREM au premier tour en 2022.

5. L'utilisation régulière des réseaux sociaux est liée au comportement protestataire

L'espace public démocratique est soumis à des évolutions structurelles, notamment en raison du déclin des médias traditionnels. Ainsi, les résultats de la vague 4 (avril 2021) de notre indicateur, qui faisaient état d'une crise de la représentation médiatique, sont confirmés : en septembre 2021, près des trois quarts des Français (72 %) ne font pas confiance aux médias. De même, la majorité des répondants (58 %) estiment que « la plupart du temps, quand ils regardent l'actualité dans les médias, ils ont l'impression que ceux-ci parlent de sujets qui ne les concernent pas ». C'est 20 points de plus (38 %) que ceux qui pensent que les médias traitent de sujets qui les concernent (4 % des personnes interrogées n'ont pas répondu).

Cette crise de la représentation s'accompagne de l'avènement d'un espace numérique par le truchement des réseaux sociaux et des applications de messagerie téléphonique. Notre rapport à l'information a été

bouleversé. Ainsi, parmi les personnes qui utilisent quotidiennement Telegram, 50 % utilisent les « nouveaux médias » – YouTube, les blogs, les forums ou les réseaux sociaux – comme première source d'information (contre 14 % en moyenne). Les résultats sont également très élevés pour les répondants qui se connectent quotidiennement à TikTok (46 % s'informent *via* les « nouveaux médias ») ou Twitch (38 %) et, dans une moindre mesure, Twitter (31 %) ou Instagram (28 %). Ce sont les utilisateurs quotidiens de WhatsApp (15 %) et de Facebook (18 %) qui sont les moins nombreux à utiliser les nouveaux médias comme première source d'information.

S'ils fournissent un accès à l'information, les réseaux sociaux et les applications téléphoniques œuvrent également à la circulation des opinions protestataires. Cela passe d'abord par le regroupement des utilisateurs dont les points de vue sont convergents, soit un effet d'agrégation ; cela passe ensuite par l'isolement de ce groupe par rapport aux opinions dissidentes avec lesquelles ils perdent peu à peu tout contact, soit l'effet « bulle de filtre », cette mécanique impliquant donc

la radicalisation des points de vue du groupe. Ainsi, la vague 5 de notre indicateur confirme ce que nous avons identifié dans les éditions précédentes, à savoir que le potentiel de protestation électorale est sensible à l'utilisation régulière des réseaux sociaux. La disponibilité déclarée à voter populiste, à s'abstenir ou à voter blanc au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 est plus importante chez ceux qui utilisent quotidiennement ces nouveaux médias, tout particulièrement Twitch, TikTok et Telegram. L'application de messagerie WhatsApp est

l'exception, avec des résultats inférieurs à l'ensemble de l'échantillon. Au premier regard sur les caractéristiques socio-économiques des populations qui consomment quotidiennement ces réseaux sociaux, les moins de 35 ans, les femmes, les chômeurs, les hommes et les femmes au foyer ainsi que les personnes dont le revenu mensuel du foyer est inférieur à 1 000 euros sont les plus nombreux à consommer régulièrement les réseaux sociaux.

Utilisation quotidienne des réseaux sociaux et disponibilité au comportement protestataire

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement »

Base : selon l'utilisation quotidienne des réseaux sociaux

	Ensemble de l'échantillon	Utilisation quotidienne d'Instagram (608 répondants)	Utilisation quotidienne de Facebook (1 422 répondants)	Utilisation quotidienne de WhatsApp (578 répondants)	Utilisation quotidienne de Twitter (243 répondants)	Utilisation quotidienne de Twitch (64 répondants)	Utilisation quotidienne de TikTok (190 répondants)	Utilisation quotidienne de Telegram (67 répondants)
Vous abstenir, voter blanc ou populiste*	72	80	78	68	78	89	90	93
Vous abstenir ou voter blanc	49	59	51	48	53	74	72	77
Voter populiste*	48	51	54	45	54	70	75	69
Voter RN ou LFI	42	44	49	40	49	65	64	66
Voter pour un parti populiste de droite (RN ou DLF)	37	42	43	35	44	65	66	66
Voter pour un parti populiste ou révolutionnaire de gauche (LFI ou LO/NPA)	22	27	25	24	33	59	41	54

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

* L'option « voter populiste » regroupe ici les personnes interrogées qui ont répondu qu'elles pourraient voter pour **au moins l'un des partis populistes** (RN, LFI, DLF) **ou d'extrême gauche retenus** (LO/NPA).

Grille de lecture : Parmi les personnes qui consomment quotidiennement Facebook, 78 % pourraient s'abstenir, voter blanc ou voter populiste au premier tour de la présidentielle.

À propos du second tour de l'élection présidentielle, en imaginant l'hypothèse d'un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, nous avons demandé aux personnes interrogées si, avant tout, elles chercheraient à « éviter l'élection de Marine Le Pen » ou à « éviter la réélection d'Emmanuel Macron ». La plupart des utilisateurs quotidiens de réseaux sociaux répondent vouloir faire barrage à la réélection du président sortant, alors que cette réponse est choisie par 44 % des membres de l'ensemble de l'échantillon. Les chiffres sont sensiblement supérieurs parmi les utilisateurs de

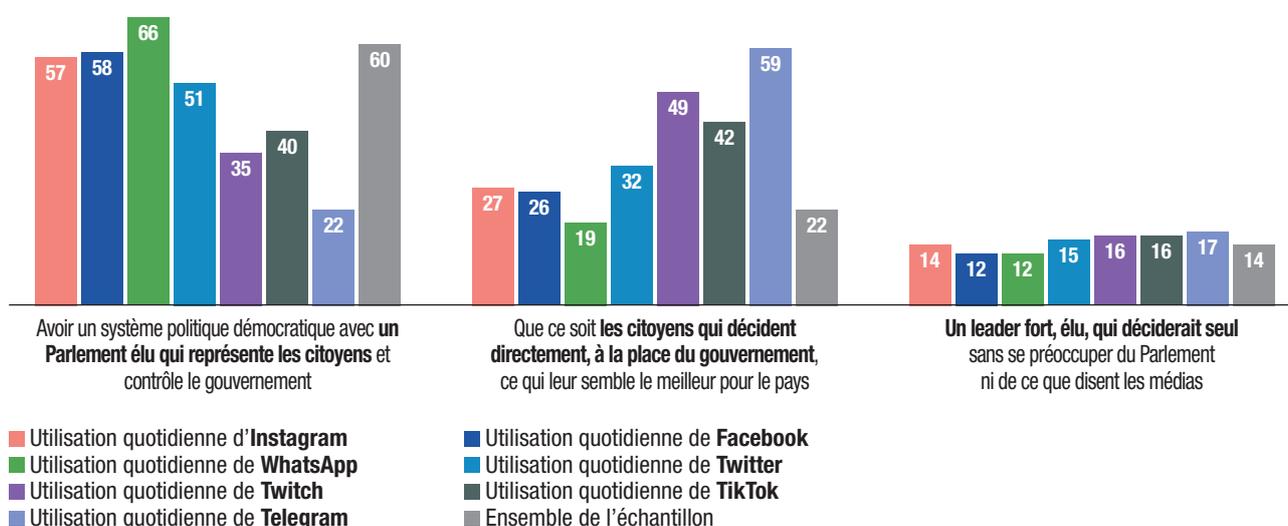
Twitch ou de Telegram (69 %) ; c'est encore le cas parmi les utilisateurs de TikTok (62 %), de Twitter (49 %) et de Facebook (48 %). On trouve ensuite des niveaux correspondants à la moyenne chez les utilisateurs d'Instagram (45 %) ; enfin, nous relevons un résultat inférieur à la moyenne chez les utilisateurs quotidiens de WhatsApp (38 %).

On notera que le trio Facebook, WhatsApp et Instagram réunit les utilisateurs aux tendances relativement plus proches de la moyenne et moins protestataires que Twitch, Telegram et TikTok.

Jugement sur la démocratie représentative et sur la démocratie directe chez les utilisateurs des réseaux sociaux

Question : « Parmi les trois systèmes politiques suivants, lequel vous semble le plus nécessaire actuellement en France ? » (en premier)

Base : selon l'utilisation quotidienne des réseaux sociaux



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

« Voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple »...

L'affaiblissement de la démocratie représentative favorise l'opinion protestataire

Ils sont 38 % de l'ensemble de notre échantillon à considérer que « voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple ». Le consensus sur l'efficacité de l'élection est altéré. Ces répondants qui doutent de l'utilité du vote ont un fort potentiel protestataire. Plus des trois quarts (77 %) sont mécontents de l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République, soit 19 points au-dessus de la moyenne (58 %). La plupart (81 %) ne se sentent pas concernés par les sujets dont parlent les responsables politiques (contre 67 % en moyenne) et plus des deux tiers (69 %) ne se sentent pas concernés par les sujets dont parlent les médias (contre 58 % en moyenne). Moins de la moitié (47 %) sont favorables en premier à « un système politique démocratique avec un Parlement élu qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement » (contre 60 % en moyenne). En revanche, plus d'un tiers (34 %) souhaitent que « les citoyens décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays » (contre 22 % en moyenne). Ils sont 15 % à approuver la figure d'« un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement ni de ce que disent les médias », un résultat similaire à l'ensemble de l'échantillon (14 %).

Une majorité (57 %) des répondants pour qui « voter ne sert pas à grand-chose » ont une image positive des Gilets jaunes (contre 44 % en moyenne), plus d'un tiers (38 %) ont une image positive des antivax (contre 27 %) et 50 % des anti-passe sanitaire (contre 36 %).

La protestation électorale est donc plus présente au sein de cette part de l'électorat : 38 % pourraient voter pour Marine Le Pen au premier tour (contre 31 % en moyenne), 23 % pour Éric Zemmour (contre 18 %), 20 % pour Nicolas Dupont-Aignan (contre 16 %) de même que Jean-Luc Mélenchon (contre 17 %) et seulement 16 % pour Emmanuel Macron (contre 33 %), 23 % pour Xavier Bertrand (contre 30 %), 19 % pour Valérie Pécresse (contre 25 %), 16 % pour Anne Hidalgo (contre 19 %), 14 % pour Yannick Jadot (contre 17 %).

Dans l'hypothèse d'un second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, 31 % disent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen (26 % en moyenne), 12 % pour le président sortant (contre 31 %) et 41 % s'abstiendraient ou voteraient blanc (contre 29 %). S'agissant du second tour de 2022, si l'on demande aux répondants de choisir entre « éviter l'élection de Marine Le Pen » et « éviter la réélection d'Emmanuel Macron », une forte majorité dit vouloir faire barrage à Emmanuel Macron (58 %, contre 44 % en moyenne).

Le soutien à la gestion de la crise sanitaire et à l'Europe contient le vote populiste

1. Des Français de plus en plus nombreux à juger que la crise sanitaire a été bien gérée

En septembre 2021, 45 % des individus interrogés estiment que le gouvernement a bien géré la crise, tandis que 53 % pensent le contraire. Toujours majoritaire selon notre indicateur, ce mécontentement est néanmoins en forte baisse par rapport aux précédentes mesures. La relative tolérance de l'opinion à l'égard du gouvernement, observée en septembre 2020 (39 % des répondants déclaraient que le gouvernement gérait bien la crise, contre 59 % qu'il la gérait mal), avait rapidement laissé place à une grogne largement partagée en avril 2021 lorsque 29 % seulement des personnes interrogées estimaient que la crise était bien gérée, contre 68 %.

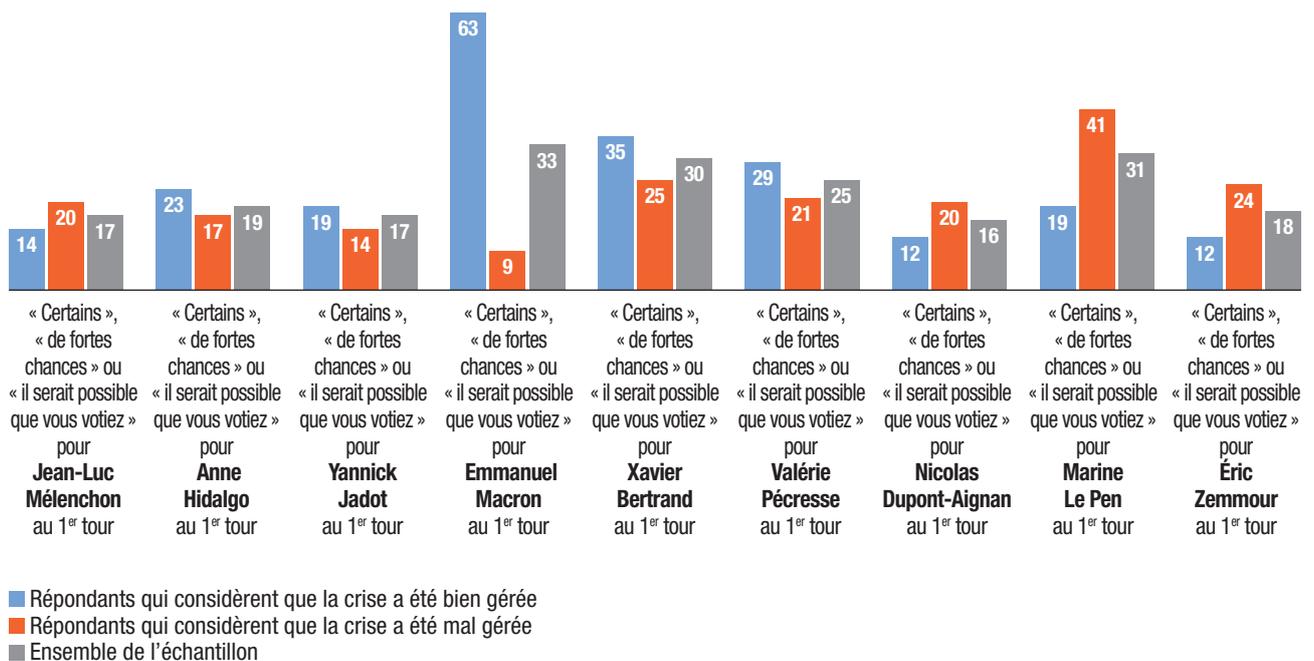
Soudainement confrontés à une crise inédite et majeure, les gouvernants ont pu, un temps, donner le sentiment de l'impuissance et de la désorganisation. Mais le confinement, pénible et couteux, a fini par devenir inutile grâce à une politique vaccinale menée avec une vigueur manifeste, même si l'on a pu regretter qu'aucun vaccin français n'ait été mis au point. La population française est désormais l'une des plus vaccinées au monde. L'évolution de la satisfaction à l'égard de la gestion de la crise sanitaire pèsera évidemment sur la décision électorale. En utilisant l'hypothèse du duel Macron-Le Pen, on voit que 70 % de ceux qui estiment que le gouvernement a bien géré la crise souhaitent « éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République » (contre 48 % en moyenne). À l'inverse, 61 % de ceux qui jugent que le gouvernement a mal géré la crise sanitaire disent vouloir avant tout éviter la réélection d'Emmanuel Macron.

L'évaluation de la gestion de la crise sanitaire et la disponibilité protestataire au premier tour de la présidentielle

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ? »

Réponses : « vous êtes certain de voter pour lui/elle », « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle » ou « il serait possible que vous votiez pour lui/elle »

Base : ensemble de l'échantillon



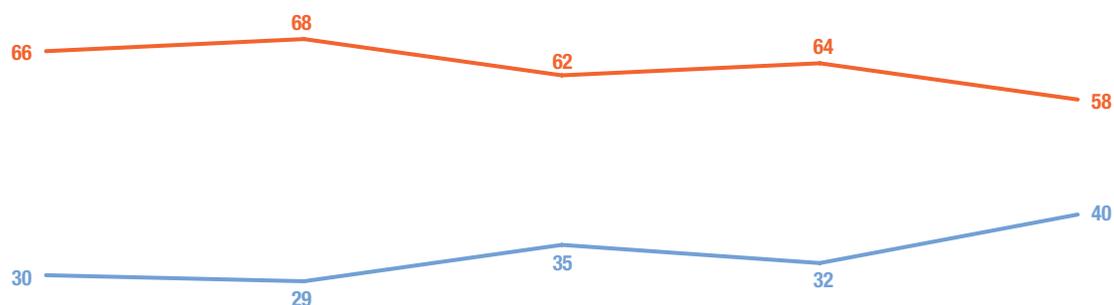
© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Septembre 2019-septembre 2021 : évolution de la satisfaction à l'égard de l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République

Question : « Êtes-vous très satisfait, assez satisfait, assez mécontent ou très mécontent de l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République ? »

Réponse : « très satisfait » et « assez satisfait » ; « très mécontent » et « assez mécontent »

Base : ensemble de l'échantillon



Septembre 2019

Janvier 2020

Septembre 2020

Avril 2021

Septembre 2021

— Satisfaits
— Mécontents

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Prévision de croissance économique révisée à la hausse, campagne vaccinale tournant à plein régime, bars, restaurants, lieux culturels ouverts, reprise des activités sportives... Un nouveau cycle s'est ouvert dans la gestion de la pandémie. Il profite logiquement à Emmanuel Macron.

Cependant, bien que la perception de la gestion de la crise sanitaire et de l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République se soit améliorée, 44 % des Français continuent à vouloir avant tout éviter sa réélection en cas de second tour avec Marine Le Pen. Bien sûr, on peut penser que la satisfaction continuera

d'augmenter au fur et à mesure qu'il apparaîtra plus clairement que nous sommes sortis de la crise sanitaire. D'un autre côté, il n'est pas possible d'écarter l'hypothèse pessimiste d'une rechute. Si elle devait avoir lieu, on en devine les conséquences. Mais l'évaluation des performances gouvernementales dans la gestion de la crise sanitaire peut aussi bien jouer un rôle de moins en moins important dans le choix d'avril 2022, en particulier si le retour à la vie normale devait être confirmé, atténuant d'ici là le souvenir des difficultés, c'est-à-dire aussi la mémoire des performances des gouvernants.

2. Pour les populistes, l'attachement de l'opinion à l'Union européenne et à l'euro demeure l'obstacle majeur

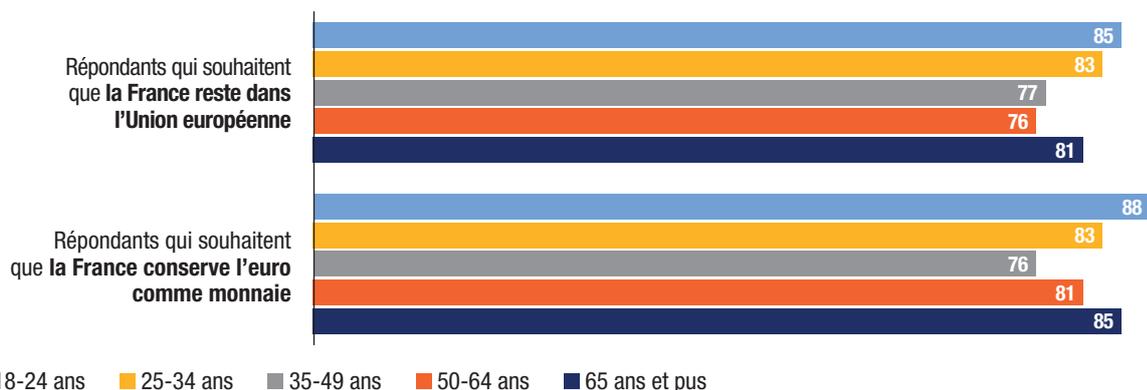
Depuis la création de notre indicateur, l'attachement des Français à l'Europe et à l'euro est constant. La vague 5 ne fait pas exception : plus des trois quarts (79 %) des personnes interrogées souhaitent que la France reste dans l'Union européenne. Une minorité, stable à 18 %, contre 17 % en avril 2021, dit vouloir que la France quitte l'Union européenne. De même, la plupart (82 %) souhaitent conserver l'euro, seul 16 % des répondants souhaitant un retour au franc. Malgré les controverses sur

l'Union européenne engendrées par la gestion initiale de la crise sanitaire, le sentiment européen n'a pas été altéré. Il constitue l'obstacle majeur pour les populistes. En effet, confrontés au ralliement pragmatique à l'Europe et à l'euro d'une partie de leur électorat, les populistes sont contraints de limiter drastiquement leur expression de l'euroscepticisme : 58 % des répondants qui pourraient voter Marine Le Pen au premier tour en 2022 souhaitent que la France reste dans l'Union européenne. Il en va de même pour 55 % des électeurs qui pourraient voter Éric Zemmour et pour 85 % de ceux qui envisagent de voter Jean-Luc Mélenchon.

Les jeunes générations sont les plus attachées à l'Union européenne et à l'euro

Question : « Concernant l'Union européenne, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? » et « Concernant l'euro, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? »

Base : selon l'âge



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

L'euro fragmente les électeurs populistes

Question : « Concernant l'euro, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? »

Base : « certains » ou « de fortes chances » de voter pour Jean-Luc Mélenchon ; « certains » ou « de fortes chances » de voter pour Nicolas Dupont-Aignan ; « certains » ou « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen ; « certains » ou « de fortes chances » de voter pour Éric Zemmour

	« Certains » ou « de fortes chances » de voter pour Jean-Luc Mélenchon	« Certains » ou « de fortes chances » de voter pour Nicolas Dupont-Aignan	« Certains » ou « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen	« Certains » ou « de fortes chances » de voter pour Éric Zemmour
Je suis favorable à l'euro	48	36	27	34
Je ne suis pas favorable à l'euro mais je ne souhaite pas que l'on quitte l'euro pour revenir au franc, ce qui est fait est fait	33	41	39	37
Je ne suis pas favorable à l'euro et je souhaite que l'on quitte l'euro pour revenir au franc	16	21	33	27
Ne sait pas	3	2	1	2

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Grille de lecture : Parmi les répondants qui disent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour **Éric Zemmour** au premier tour, 27 % déclarent « Je ne suis pas favorable à l'euro et je souhaite que l'on quitte l'euro pour revenir au franc ».

V La société française est à droite

1. La prépondérance de la droite observée par l'autopositionnement sur l'axe gauche-droite

Une première façon d'évaluer le poids de la droite repose sur ce que l'on nomme l'autopositionnement politique. Les personnes interrogées sont invitées à se situer sur une échelle gauche-droite de 0 à 10, où 0 correspond au positionnement le plus à gauche et 10 au positionnement le plus à droite : ceux qui se situent de 0 à 4 sont

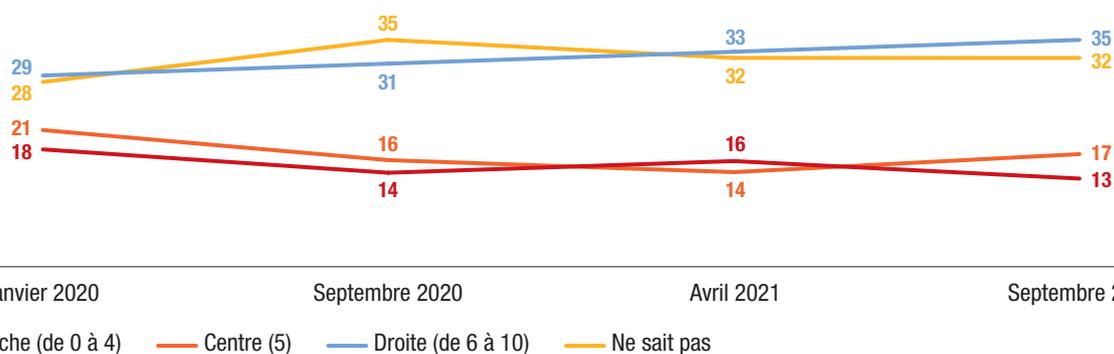
considérés à gauche, à 5 au centre, de 6 à 10 à droite. Les personnes interrogées ont également la possibilité de ne pas se positionner sur cette échelle.

Les données montrent que plus d'un tiers des électeurs s'autopositionnent à droite (37%), un cinquième (20%) à gauche et 18% au centre. Enfin, un quart (23%) des personnes interrogées répondent ne pas vouloir se situer sur l'axe gauche-droite.

Janvier 2020-septembre 2021 : un glissement à droite des nouvelles générations

Question : « Sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à la gauche et 10 correspond à la droite, où diriez-vous que vous vous situez ? »

Base : les répondants de moins de 35 ans



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Note : la différence entre les totaux et 100% représente les non-réponses.

Parmi les personnes qui se situent à droite, 28% répondent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle, 24% pour Emmanuel Macron, 19% pour Xavier Bertrand, 15% pour Éric Zemmour ou Valérie Pécresse, 8% pour Nicolas Dupont-Aignan. Parmi les

répondants se situant au centre, 20% déclarent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour le président sortant, devant Marine Le Pen (13%), Xavier Bertrand (9%), Éric Zemmour (4%), Valérie Pécresse (3%) ou Nicolas Dupont-Aignan (3%).

La disponibilité à voter pour Marine Le Pen au second tour demeure élevée chez les répondants se situant au centre

Question : « Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que... ? »

Réponses : « vous êtes certain de voter pour lui/elle » ou « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle »

Base : ensemble de l'échantillon

	Ensemble de l'échantillon	Total gauche (0 à 4)	Centre (5)	Total droite (6 à 10)	Ne se prononce pas
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au second tour	26	10	22	38	23
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron au second tour	31	37	37	37	13
« Certains » ou ont « de fortes chances » de s'abstenir ou de voter blanc au second tour	29	44	26	17	38
Ne sait pas	13	9	14	7	24

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

2. La prépondérance de la droite observée par l'évaluation du potentiel électoral

Notre mesure du potentiel électoral confirme le positionnement à droite des Français. Depuis sa création en 2019, notre indicateur évalue la disponibilité à voter pour un parti ou un candidat lors de l'élection présidentielle de 2022. Pour ce faire, nous avons choisi une méthode invitant l'ensemble de l'échantillon à se prononcer sur chacun des candidats testés et non à en choisir un seulement. Nous avons décidé de procéder ainsi en espérant mieux cerner les logiques des reports de voix. Selon les données de la cinquième vague de notre indicateur, 56 % des électeurs interrogés pourraient voter pour au moins l'un des candidats de droite testés (Xavier Bertrand, Nicolas Dupont-Aignan, Marine Le Pen ou Éric Zemmour). Mesurée ainsi, la disponibilité à voter à droite est supérieure de 22 points à la disponibilité à voter à gauche (34 %), soit pour au moins l'un des candidats de

gauche testés (Anne Hidalgo, Yannick Jadot ou Jean-Luc Mélenchon). Enfin, il faut noter que le potentiel électoral de la droite est plus élevé encore si nous y incluons une partie des électeurs qui disent leur disponibilité à voter pour Emmanuel Macron. Dans ce cas, une autre partie de l'électorat macroniste devrait logiquement aller à la gauche, mais sans pouvoir remettre en cause la prépondérance de la France de droite.

La droite ne peut acquérir un tel poids qu'en dominant également au sein des couches populaires. Après la défaite quantitative, c'est la défaite sociologique de la gauche. Ainsi, la disponibilité déclarée à voter à droite est largement majoritaire chez les répondants sans diplôme ou faiblement diplômés (63 %), appartenant aux catégories socioprofessionnelles inférieures (60 %), ou ceux qui estiment s'en sortir difficilement à la fin du mois (60 %) ou que leur niveau de vie s'est dégradé ces dernières années (60 %).

La disponibilité à voter à droite est également dominante au sein des classes populaires

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... »

Réponses : « vous êtes certain de voter pour lui/elle », « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle » ou « il serait possible que vous votiez pour lui/elle »

Base : ensemble de l'échantillon

	Sans diplôme/ BEPC/CAP/BEP	Employés et ouvriers	S'en sort difficilement à la fin du mois	Niveau de vie s'est dégradé
« Certains », « de fortes chances » ou « il serait possible que vous votiez » pour au moins un des candidats de gauche	29	36	41	30
« Certains », « de fortes chances » ou « il serait possible que vous votiez » pour au moins un des candidats de droite	63	60	60	62

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Grille de lecture : Parmi les personnes sans diplôme ou faiblement diplômés, 29 % répondent être « certaines », avoir « de fortes chances » ou qu'il « serait possible » qu'elles votent pour Anne Hidalgo, Yannick Jadot ou Jean-Luc Mélenchon. Parmi les personnes qui appartiennent aux CSP- (employés et ouvriers), 60 % répondent être « certaines », avoir « de fortes chances » ou qu'il « serait possible » qu'elles votent pour Xavier Bertrand, Nicolas Dupont-Aignan, Marine Le Pen ou Éric Zemmour.

On observe d'ailleurs qu'une partie significative des électeurs de gauche du premier tour de 2017 disent pouvoir voter pour un candidat de droite en 2022 : 37 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et de Benoît Hamon pourraient voter pour Xavier Bertrand, Nicolas Dupont-Aignan, Marine Le Pen ou Éric Zemmour. Réalisé dans l'autre sens, l'exercice montre que seuls 10 % des électeurs de François Fillon et 16 % de ceux de Marine Le Pen de 2017 pourraient voter pour Jean-Luc Mélenchon, Anne Hidalgo ou Yannick Jadot. Par ailleurs, au sein du groupe des électeurs qui se positionnent au centre, le potentiel électoral de la droite est beaucoup

plus élevé : 57 % de ces électeurs disent pouvoir voter pour au moins un des candidats de droite et 35 % pour au moins un des candidats de gauche. Il en va de même pour ceux qui ne se situent pas sur l'échelle gauche-droite : 48 % d'entre eux pourraient voter pour Xavier Bertrand, Nicolas Dupont-Aignan, Marine Le Pen ou Éric Zemmour, contre 29 % qui pourraient voter pour Jean-Luc Mélenchon, Anne Hidalgo ou Yannick Jadot. À quelques mois de l'élection présidentielle, toute la question est de savoir si ce réalignment à droite profitera à une droite de réforme ou à une droite de rupture.

3. Les préoccupations au sujet de la délinquance, de l'immigration et de l'islam sont une autre manière de vérifier la prépondérance de la droite dans l'opinion

Les préoccupations suscitées par la délinquance, l'immigration ou l'islam sont généralement épinglées comme des marqueurs de droite. Il n'est pourtant pas difficile d'imaginer qu'elles pourraient émaner d'une sensibilité de gauche. La demande de sécurité est probablement plus importante dans les quartiers

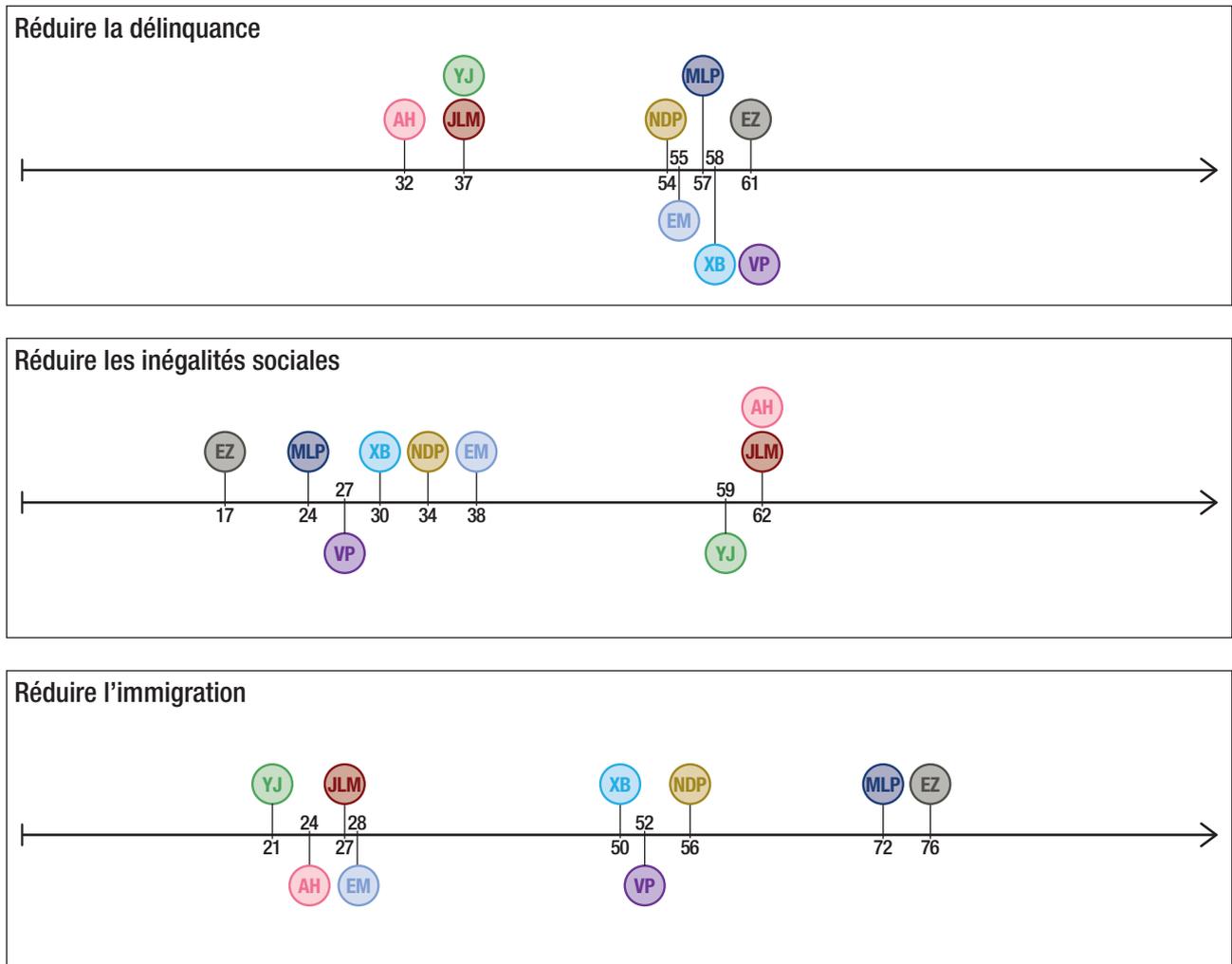
populaires ; de même, la volonté de préserver l'emploi ou le niveau des rémunérations contient une demande de régulation de l'immigration ; enfin la défense de la laïcité relève d'une culture de gauche, plus évidemment que d'une culture de droite. Cependant, dans le débat public, le pli est pris et ces trois items contribuent depuis longtemps désormais à la délimitation d'une opinion de droite.

Hierarchie des préoccupations et disponibilité à voter

Question : « Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? Et en deuxième ? Et en troisième ? »

Réponses : total (en premier, en deuxième et en troisième)

Base : selon la disponibilité des répondants à voter pour les candidats testés



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Électorats potentiels (« certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour lui/elle) de :

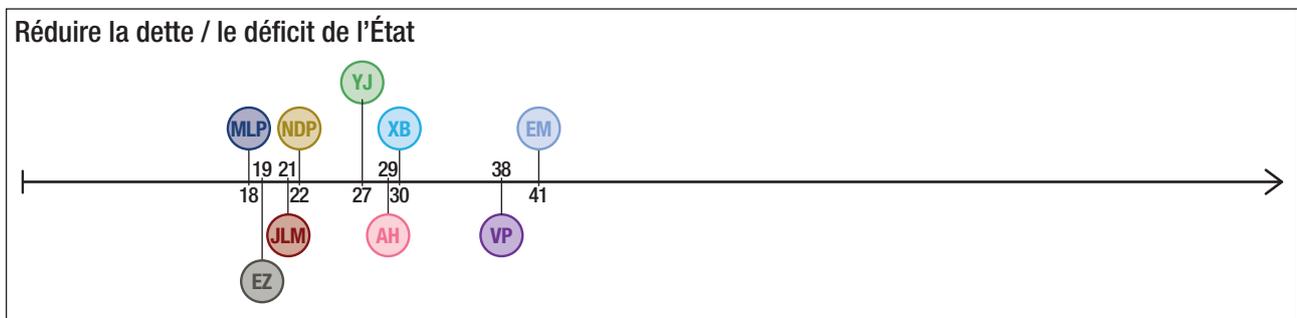
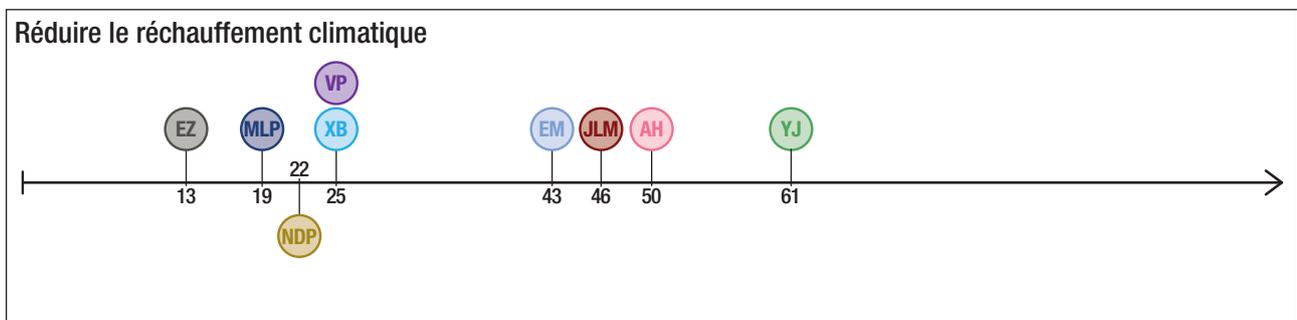
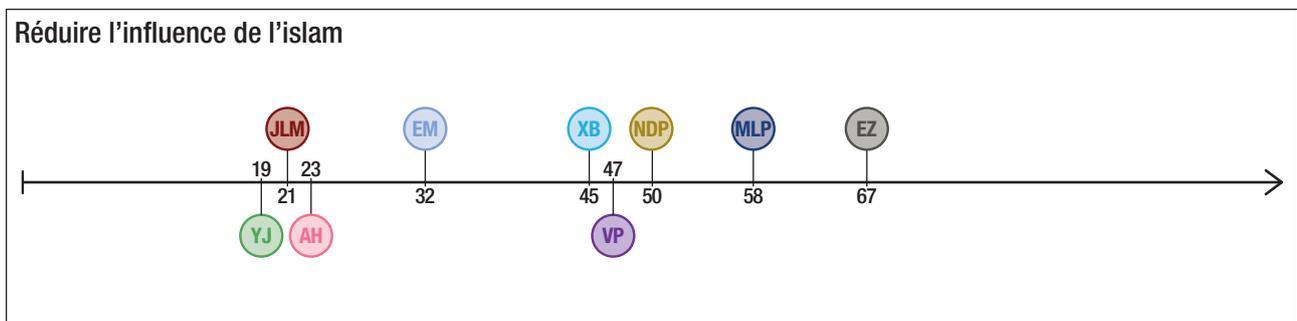
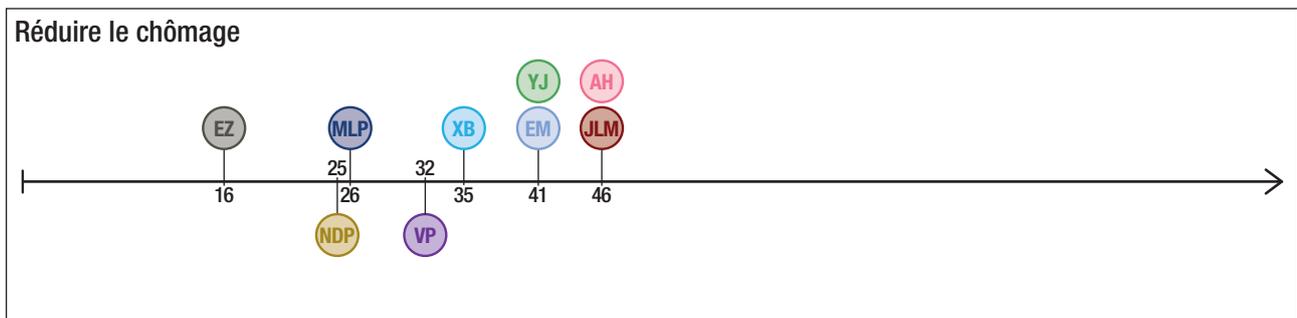
- JLM Jean-Luc Mélenchon
- AH Anne Hidalgo
- YJ Yannick Jadot
- EM Emmanuel Macron
- XB Xavier Bertrand
- VP Valérie Pécresse
- NDP Nicolas Dupont-Aignan
- MLP Marine Le Pen
- EZ Éric Zemmour

Hierarchie des préoccupations et disponibilité à voter (suite)

Question : « Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? Et en deuxième ? Et en troisième ? »

Réponses : total (en premier, en deuxième et en troisième)

Base : selon la disponibilité des répondants à voter pour les candidats testés



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Électorats potentiels (« certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour lui/elle) de :

- JLM Jean-Luc Mélenchon
- AH Anne Hidalgo
- YJ Yannick Jadot
- EM Emmanuel Macron
- XB Xavier Bertrand
- VP Valérie Pécresse
- NDP Nicolas Dupont-Aignan
- MLP Marine Le Pen
- EZ Éric Zemmour

Le trio des préoccupations évolue de manière sensible par rapport à notre précédente mesure (avril 2021) : « Réduire la délinquance » passe de la deuxième à la première préoccupation (51 %, en hausse de 5 points), « Réduire les inégalités sociales » passe de la troisième à la deuxième préoccupation (43 %, en recul de 2 points), « Réduire l'immigration » passe de la quatrième à la troisième préoccupation (42 %, en hausse de 2 points), « Réduire le chômage » passe de la quatrième à la troisième préoccupation (42 %, en hausse de 5 points). L'item « Réduire le chômage », première préoccupation en avril 2021 (51 %), est rétrogradé à la quatrième

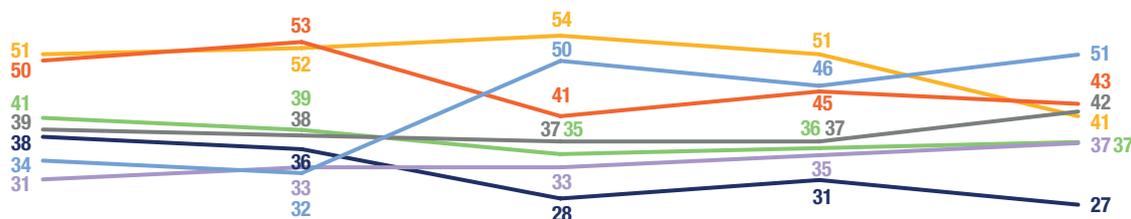
position (41 %, en recul de 10 points). On note que si les préoccupations « Réduire l'influence de l'islam » et « Réduire le réchauffement climatique » sont au même niveau en septembre 2021 (37 %), la préoccupation « Réduire l'influence de l'islam » est en hausse de 6 points depuis septembre 2019 (31 %), tandis que la préoccupation « Réduire le réchauffement climatique » a reculé de 4 points sur la même période (41 % en septembre 2019). Enfin, « Réduire la dette/le déficit de l'État » est passé de 38 % à 27 % en deux ans.

La délinquance est en tête des préoccupations

Question : « Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? Et en deuxième ? Et en troisième ? »

Réponses : total (en premier, en deuxième et en troisième)

Base : ensemble de l'échantillon



Septembre 2019 Janvier 2020 Septembre 2020 Avril 2021 Septembre 2021

- Réduire la délinquance
- Réduire le chômage
- Réduire la dette / le déficit de l'Etat
- Réduire les inégalités sociales
- Réduire l'influence de l'islam
- Réduire l'immigration
- Réduire le réchauffement climatique

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Note : la différence entre les totaux et 100 % représente les non-réponses.

La perception de l'immigration est dominée par un sentiment négatif

Les deux tiers des répondants (66 %) estiment que « la plupart des immigrés ne partagent pas les valeurs de notre pays et cela pose des problèmes de cohabitation » ; *a contrario*, 30 % choisissent l'item « La plupart des immigrés partagent les valeurs de notre pays et c'est un enrichissement culturel ».

L'immigration suscite des résistances dans l'ensemble de la société. L'idée que ces différences de valeurs rendent difficiles la cohabitation concerne aussi bien les classes aisées (65 %) que les classes moyennes (67 %) et populaires (65 %). Près des deux tiers des personnes appartenant à un foyer dont le revenu mensuel est inférieur à 1 000 euros (63 %) ou de celles appartenant à un foyer dont le revenu est supérieur ou égal à 3 500 euros (64 %) expriment cette crainte à l'égard de l'immigration.

Gauche et droite sont concernées. En effet, si l'on considère les électors de 2017, l'opinion négative sur l'immigration est partagée par la moitié des électeurs de Mélenchon (51 %), de Macron (54 %), de Fillon (76 %) et de Le Pen (87 %). Notons enfin que si les trois quarts des personnes (76 %) qui voient dans la mondialisation une menace pensent que « la plupart des immigrés ne partagent pas les valeurs de notre pays et cela pose des problèmes de cohabitation », cette opinion reste majoritaire (53 %) chez ceux qui voient dans la mondialisation une opportunité.

4. Le statut de propriétaire est associé à une orientation électorale nettement plus favorable aux candidats de droite et à Macron

L'agrégat des vagues 4 et 5 de notre indicateur (avril et septembre 2021) nous permet d'analyser les résultats en tenant compte du statut de l'occupant du logement².

Une première lecture consiste à s'intéresser à l'orientation électorale des propriétaires (maison ou appartement), des locataires (maison ou appartement) et des personnes logées à titre gratuit.

L'orientation électorale selon le statut de l'occupant du logement

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ? »

Réponses : « vous êtes certain de voter pour lui/elle », « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle » ou « il serait possible que vous votiez pour lui/elle »

Base : les propriétaires ; les locataires ; les répondants logés à titre gratuit

	Propriétaires	... dont maison	... dont appartement	Locataires	... dont maison	... dont appartement	Logés à titre gratuit
« Certains », « de fortes chances » ou « il serait possible » de voter pour Jean-Luc Mélenchon	16	17	12	25	23	25	22
« Certains », « de fortes chances » ou « il serait possible » de voter pour Anne Hidalgo	18	18	17	23	22	24	24
« Certains », « de fortes chances » ou « il serait possible » de voter pour Yannick Jadot	16	16	20	17	14	20	23
« Certains », « de fortes chances » ou « il serait possible » de voter pour Emmanuel Macron	36	35	43	28	27	29	33
« Certains », « de fortes chances » ou « il serait possible » de voter pour Xavier Bertrand	34	34	38	25	27	23	27
« Certains », « de fortes chances » ou « il serait possible » de voter pour Valérie Pécresse	27	24	36	22	16	25	20
« Certains », « de fortes chances » ou « il serait possible » de voter pour Nicolas Dupont-Aignan	16	17	16	16	15	16	18
« Certains », « de fortes chances » ou « il serait possible » de voter pour Marine Le Pen	31	32	25	35	38	34	26
« Certains », « de fortes chances » ou « il serait possible » de voter pour Éric Zemmour	19	19	17	18	16	19	18

© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

2. Depuis la vague 4, nous intégrons le statut de l'occupant du logement comme renseignement signalétique dans notre questionnaire. L'agrégat des vagues 4 et 5 nous permet d'analyser un échantillon de 6 167 personnes interrogées : 3 855 se déclarent propriétaires, 1 925 locataires et 387 sont logées à titre gratuit. Sur l'ensemble, 750 répondants sont propriétaires d'une résidence secondaire. Selon l'Insee, le statut de propriétaire s'applique aux ménages propriétaires, copropriétaires et accédant à la propriété ; les statuts de locataire ou de sous-locataire s'appliquent aux ménages s'acquittant d'un loyer quel que soit le type de logement qu'ils occupent ; le statut de logé à titre gratuit s'applique aux ménages qui ne sont pas propriétaires de leur logement et qui ne paient pas de loyer.

La fin de la polémique déclenchée par la ministre du Logement Emmanuelle Wargon, accusée de vouloir s'en prendre aux maisons individuelles, est la meilleure issue pour Emmanuel Macron : en effet, les propriétaires sont surreprésentés parmi ses électeurs. Ils sont aussi surreprésentés au sein de l'électorat LR. La France des propriétaires est une France de droite. C'est une manière supplémentaire de vérifier le poids de la droite dans la société. En revanche, les locataires sont beaucoup plus favorables à Marine Le Pen et à Jean-Luc Mélenchon. Éric Zemmour et Nicolas Dupont-Aignan sont les seuls à obtenir des résultats similaires chez les propriétaires, les locataires et les électeurs logés à titre gratuit. Chez les personnes possédant une résidence secondaire,

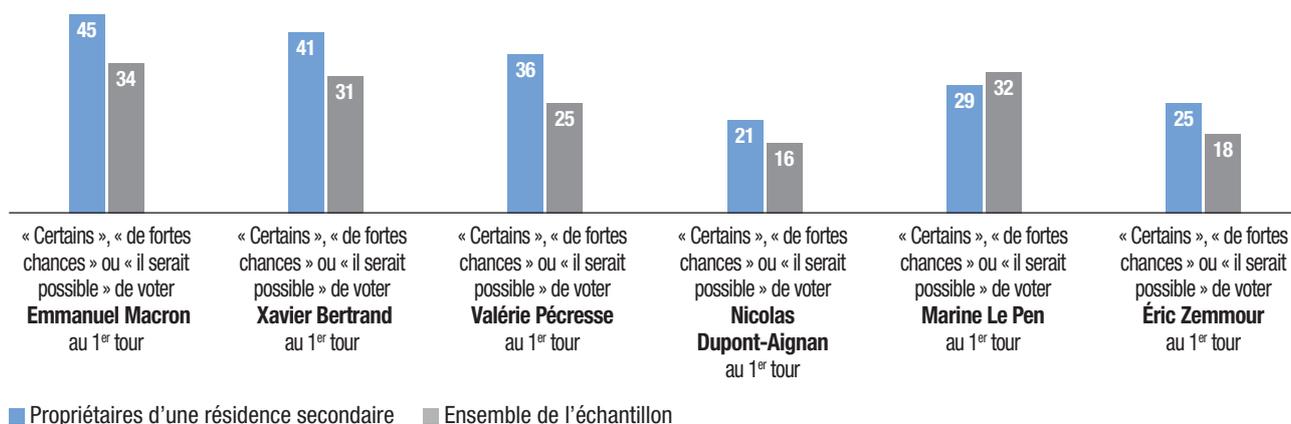
la disponibilité à voter pour le président sortant ou pour des candidats LR est très supérieure à leur score moyen. On le voit pour Emmanuel Macron (45 % des propriétaires d'une résidence secondaire contre 34 % en moyenne), Xavier Bertrand (41 % contre 31 %), Valérie Pécresse (36 % contre 25 %), Éric Zemmour (25 % contre 18 %) et Nicolas Dupont-Aignan (21 % contre 16 %). Seule exception, Marine Le Pen, dont le score parmi les propriétaires d'une résidence secondaire déclarant pouvoir voter pour elle (29 %) est inférieur à son potentiel moyen (32 %). La présidente du RN est toujours la représentante d'un populisme puisant une partie de ses forces dans une France autrefois socialement destinée à la gauche.

La France des propriétaires immobiliers est aussi bien à droite que macroniste

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... »

Réponses : « vous êtes certain de voter pour lui/elle », « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle » ou « il serait possible que vous votiez pour lui/elle »

Base : les propriétaires d'une résidence secondaire



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Au second tour, les locataires seraient plus nombreux à voter Marine Le Pen (27 %) qu'Emmanuel Macron (24 %). Les propriétaires choisiraient Macron (34 %) plutôt

que Le Pen (25 %). De même, les personnes logées gratuitement soutiendraient plus nettement le président sortant (32 %) que sa concurrente (20 %).

Selon l'Insee, en 2020, 58 % des ménages étaient propriétaires de leur résidence principale. Cette part est stable depuis 2010, après avoir augmenté continuellement depuis 1982, en partie sous l'effet du vieillissement de la population. La part des ménages locataires de leur résidence principale se maintient aux environs de 40 % depuis 1990, soit un niveau un peu plus faible qu'en 1982. Enfin, la proportion des ménages logés gratuitement a baissé de façon continue depuis 1982 (2 % en 2020)*.

* Voir Céline Arnold, « 37 millions de logements en France au 1^{er} janvier 2020 », insee.fr, 8 décembre 2020 (www.insee.fr/fr/statistiques/4985385).

La prise en compte du lieu de résidence révèle un potentiel électoral hostile au président sortant dans la France des locataires habitant les petites villes et les villes moyennes. On peut y voir une rémanence de la crise des Gilets jaunes. Dans cette France des locataires, 53 % des locataires des villes 2 000 à 19 999 habitants et 57 % des locataires des villes de 20 000 à 99 999 habitants ont une image positive des Gilets jaunes (contre 44 % en moyenne). Ce souvenir des Gilets jaunes peut être ravivé par les tensions qu'introduisent sur le marché les nouvelles stratégies immobilières consécutives à la crise sanitaire et aux difficultés du confinement en milieu urbain en général et métropolitain en particulier.

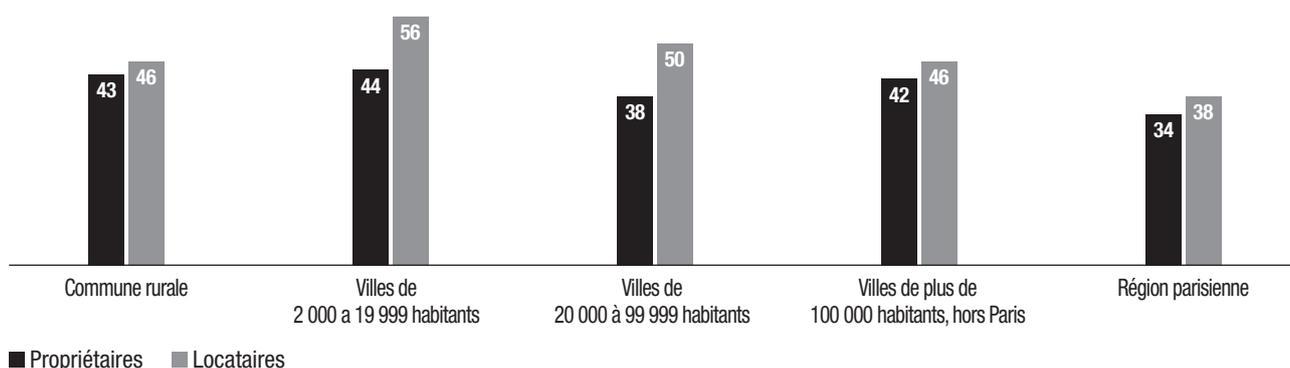
Les familles souhaitant quitter les métropoles pour des villes plus petites sont plus nombreuses qu'auparavant. Ce processus de « démétropolisation³ » était notable antérieurement, mais il semble amplifié par la crise de la Covid-19. L'autre stratégie notable est l'achat d'une résidence secondaire, mais les effets sur le marché immobilier sont de même nature. Par voie de conséquence, les ménages habitant déjà la France des villes petites et moyennes subissent une hausse des prix significative pour un produit représentant généralement un coût élevé ou très élevé et alors que le niveau des revenus de cette France des villes petites et moyennes est inférieur à celui de la France des métropoles et de la région parisienne.

Dans les villes de 2 000 à 99 999 habitants, les locataires souhaitent éviter la réélection d'Emmanuel Macron

Question : « Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ? »

Réponse : « éviter la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République »

Base : les propriétaires selon la taille de l'agglomération ; les locataires selon la taille de l'agglomération



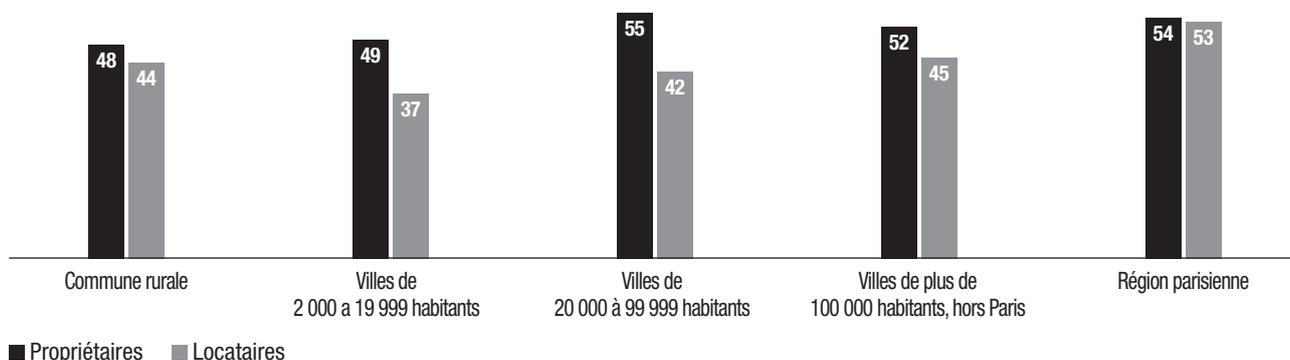
© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Les propriétaires s'opposent à l'élection de Marine Le Pen

Question : « Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ? »

Réponse : « éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République »

Base : les propriétaires selon la taille de l'agglomération ; les locataires selon la taille de l'agglomération



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

3. Terme utilisé par Dominique Reynié, in interview par Mériadec Raffray, « Cette crise confirme la cassure entre Paris et les territoires », l'opinion.fr, 19 octobre 2021 (en accès réservé : www.lopinion.fr/edition/economie/cette-crise-confirme-cassure-entre-paris-territoires-256610).

Qu'il s'agisse d'« éviter l'élection de Marine Le Pen » ou qu'il s'agisse d'« éviter la réélection d'Emmanuel Macron », les écarts les plus importants entre propriétaires et locataires se situent dans les villes de 2 000 à 99 999 habitants. Ces différences observées entre propriétaires et locataires sont moindres dans les communes rurales et en région parisienne.

Il est intéressant de noter que si nous prenons en considération la catégorie socioprofessionnelle, le fait d'être propriétaire ou locataire est sans effet politique sur les catégories socioprofessionnelles

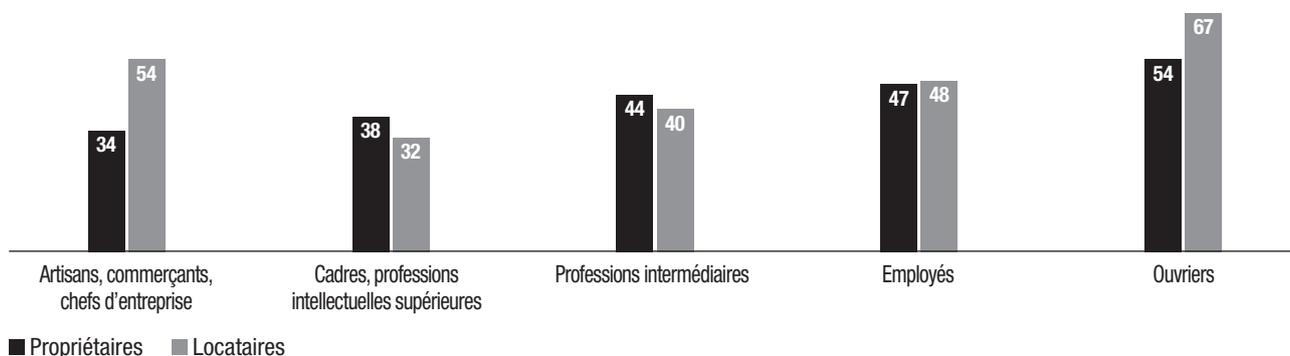
supérieures⁴ : 41 % des propriétaires et 39 % des locataires appartenant aux CSP+ disent souhaiter éviter la réélection d'Emmanuel Macron. De même, la moitié des propriétaires (52 %) et des locataires (50 %) appartenant aux CSP+ répondent vouloir avant tout éviter l'élection de Marine Le Pen. Néanmoins, l'hétérogénéité entre propriétaires et locataires apparaît très marquée chez les artisans, commerçants, chefs d'entreprise et, dans une moindre mesure, chez les cadres et les professions intellectuelles supérieures.

Les locataires artisans, commerçants et chefs d'entreprise veulent éviter la réélection d'Emmanuel Macron...

Question : « Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ? »

Réponse : « éviter la réélection d'**Emmanuel Macron** à la présidence de la République »

Base : les propriétaires selon leur catégorie socioprofessionnelle ; les locataires selon leur catégorie socioprofessionnelle



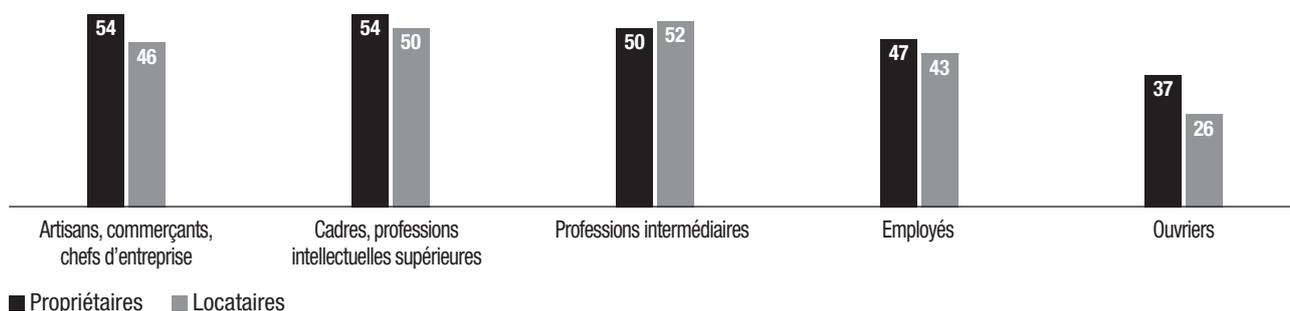
© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

... tandis que les propriétaires artisans, commerçants et chefs d'entreprise souhaitent éviter l'élection de Marine Le Pen

Question : « Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ? »

Réponse : « éviter l'élection de **Marine Le Pen** à la présidence de la République »

Base : les propriétaires selon leur catégorie socioprofessionnelle ; les locataires selon leur catégorie socioprofessionnelle



© Fondation pour l'innovation politique – octobre 2021

Si l'on considère les catégories socioprofessionnelles inférieures⁵, on voit que les écarts sont moins favorables au président sortant : la moitié des propriétaires appartenant aux CSP- (50 %) déclarent vouloir éviter sa réélection et 57 % parmi les locataires CSP-.

En revanche, 43 % des propriétaires et 35 % des locataires appartenant aux CSP- veulent éviter l'élection de Marine Le Pen. Dans le détail, les différences sont peu marquées entre les employés propriétaires et locataires, contrairement aux ouvriers.

4. Les catégories socioprofessionnelles supérieures (CSP+) sont les artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires.

5. Les catégories socioprofessionnelles inférieures (CSP-) sont les employés et les ouvriers.

1. Définitions

a) Le vote populiste

Le vote populiste regroupe soit les votes effectués en faveur d'un parti ou d'un candidat populiste, soit la **disponibilité à voter pour un parti populiste**. On caractérisera l'offre populiste notamment par les éléments suivants :

- **l'appel au peuple**, qui est au cœur du discours populiste. On le retrouve dans le rejet de la démocratie représentative et dans l'exaltation de la démocratie directe. L'appel au peuple des populistes se caractérise par la revendication de la souveraineté absolue de la décision électorale, censée prévaloir sur tous et tout, y compris sur les principes et les règles qui fondent et ordonnent l'État de droit ;
- un **discours anti-élites**, à partir d'une différenciation sociale sommaire opposant un « peuple », unifié et mythifié, et des « élites » politiques, économiques, intellectuelles, médiatiques, disqualifiées comme oligarchie (« la caste », etc.) ;
- un discours et une organisation marqués par une **culture autoritaire**, que l'on retrouve dans une forme partisane construite autour d'un chef omniprésent ;
- un **programme nationaliste** ;
- une **vision xénophobe** ;
- un **style rhétorique** notamment caractérisé par l'exagération, la simplification, la disqualification de l'adversaire, une tendance à l'explication conspirationniste, etc.

À partir du quatrième critère, on voit que s'opère une séparation entre deux expressions du populisme : l'expression largement dominante, celle qui rencontre les succès électoraux, véhicule un nationalisme xénophobe, dénonçant non seulement la spoliation du peuple par les élites mais aussi par un peuple étranger, les immigrés. Le populisme xénophobe est plus souvent de droite, mais il existe aussi à gauche en Europe. En France, le populisme de gauche est représenté par Jean-Luc Mélenchon et son parti LFI. Celui-ci, en dépit de quelques embardées sur le terrain de la xénophobie, ne parvient pas à rivaliser avec Marine Le Pen. C'est pourquoi le populisme de gauche subit la domination électorale du populisme de droite de Marine Le Pen et du RN.

Depuis la première vague de notre indicateur, nous avons fait le choix de compter Nicolas Dupont-Aignan et son parti DLF – offre politique balançant entre droite souverainiste et droite populiste – dans le calcul du potentiel électoral populiste. En 2017, pendant l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle, le président de DLF avait en effet passé un accord de gouvernement avec Marine Le Pen au terme duquel il acceptait de devenir son Premier ministre en cas d'élection de la candidate du FN. Depuis lors, les prises de position de Nicolas Dupont-Aignan, en particulier dans le cadre de la crise sanitaire, viennent conforter notre choix initial de classer ce parti et son candidat dans la catégorie populiste.

Enfin, il importe de distinguer les partis populistes des partis de la gauche révolutionnaire. En effet, certains partis qui relèvent d'une vision antisystème ne reprennent ni le simplisme social, ni les codes du populisme. Ils s'inscrivent différemment dans la perspective d'un internationalisme à partir d'une vision de la société, de l'histoire et de la révolution fondée sur une analyse en termes de classes sociales. Ils revendiquent de parler pour une classe particulière, les ouvriers, éventuellement étendue aux « travailleurs », mais pas au « peuple », notion sociologiquement indéterminée et politiquement inconsistante. Fondamentalement, les partis de la gauche révolutionnaire ne se reconnaissent pas dans les principes et les mécanismes de la démocratie électorale que les populistes, différemment, assurent vouloir renforcer.

En France, les partis de la gauche révolutionnaire candidats à l'élection présidentielle, dont ils usent comme d'une scène pour s'assurer de la visibilité, relèvent de la mouvance trotskiste. Cependant, ici, sans oublier ces différences, nous choisissons d'intégrer le vote d'extrême gauche dans le calcul du potentiel électoral populiste afin de ne pas augmenter inutilement la complexité de l'indicateur.

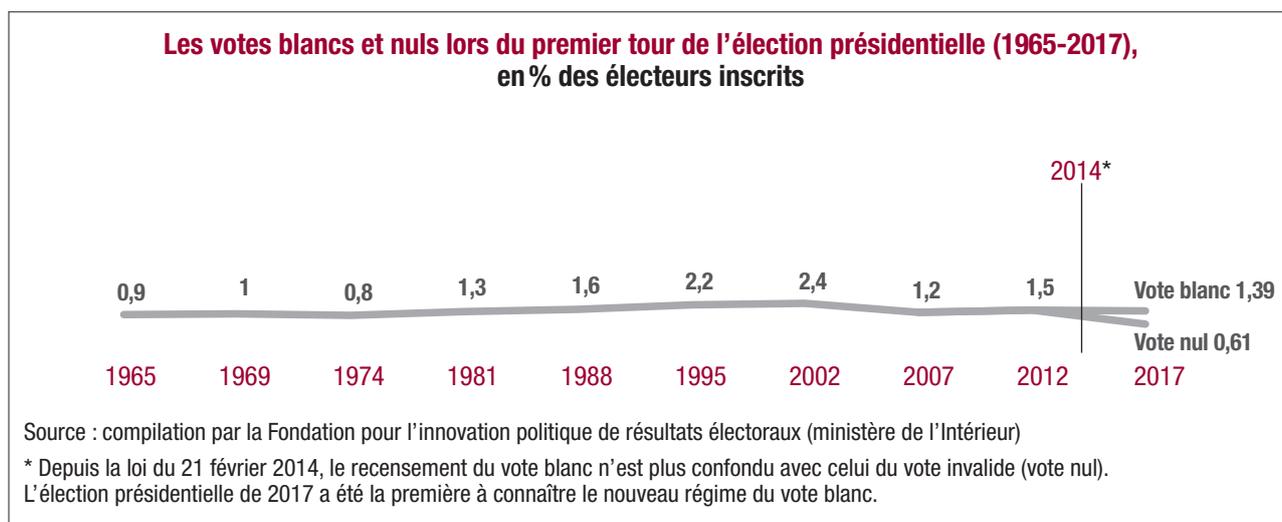
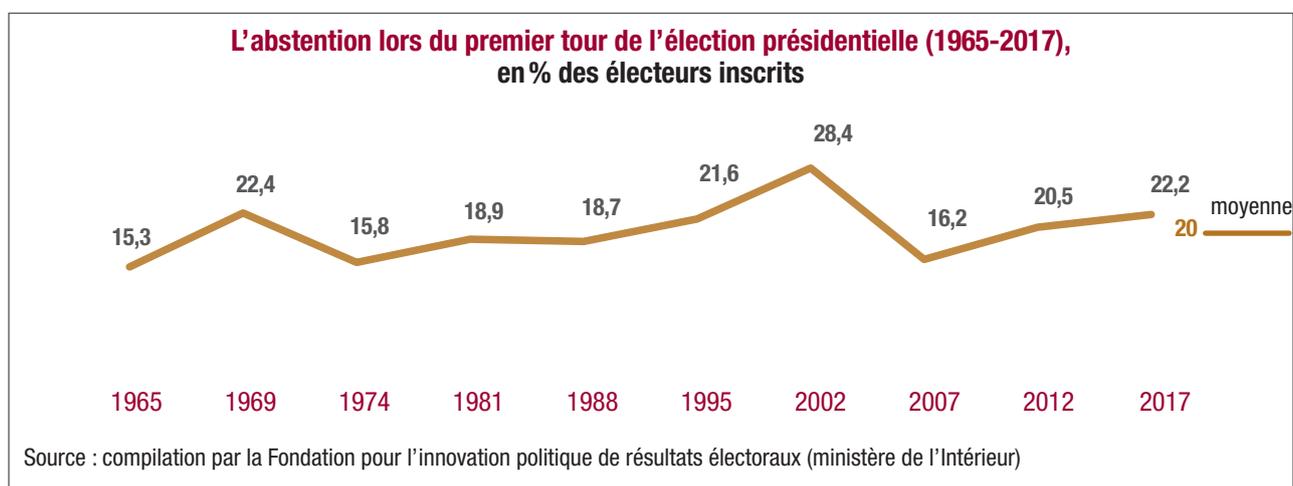
De plus, le poids électoral de cette gauche révolutionnaire est marginal, à deux exceptions près, en 2002 (10,4 % des suffrages exprimés et 7,2 % des électeurs inscrits) et en 2007 (5,8 % des suffrages exprimés et 4,8 % des électeurs inscrits). Enfin, les répondants qui se reconnaissent dans cette gauche révolutionnaire témoignent dans notre étude d'une grande disponibilité à voter populiste, au moins pour une partie d'entre eux, dans le cadre d'une stratégie antisystème.

b) L'abstention

Les formes de l'abstention sont variées. L'abstention peut être systématique ou intermittente. Les raisons de l'abstention sont diverses : expression d'un désintérêt, incapacité à choisir, rejet de l'offre politique ou encore expression d'un mécontentement plus général. Dans la mesure où une partie seulement de l'abstention relève d'une forme de protestation électorale, il est difficile de l'évaluer à partir des résultats électoraux. Cependant, ici, nous choisissons d'intégrer l'abstention dans le calcul du potentiel de la protestation électorale car nous interrogeons les personnes sur leur disponibilité à l'abstention en 2022, ce qui écarte les raisons pratiques de l'abstention (maladie, absence, etc.). On remarquera d'ailleurs la similitude entre la courbe de l'abstention et celle du vote protestataire.

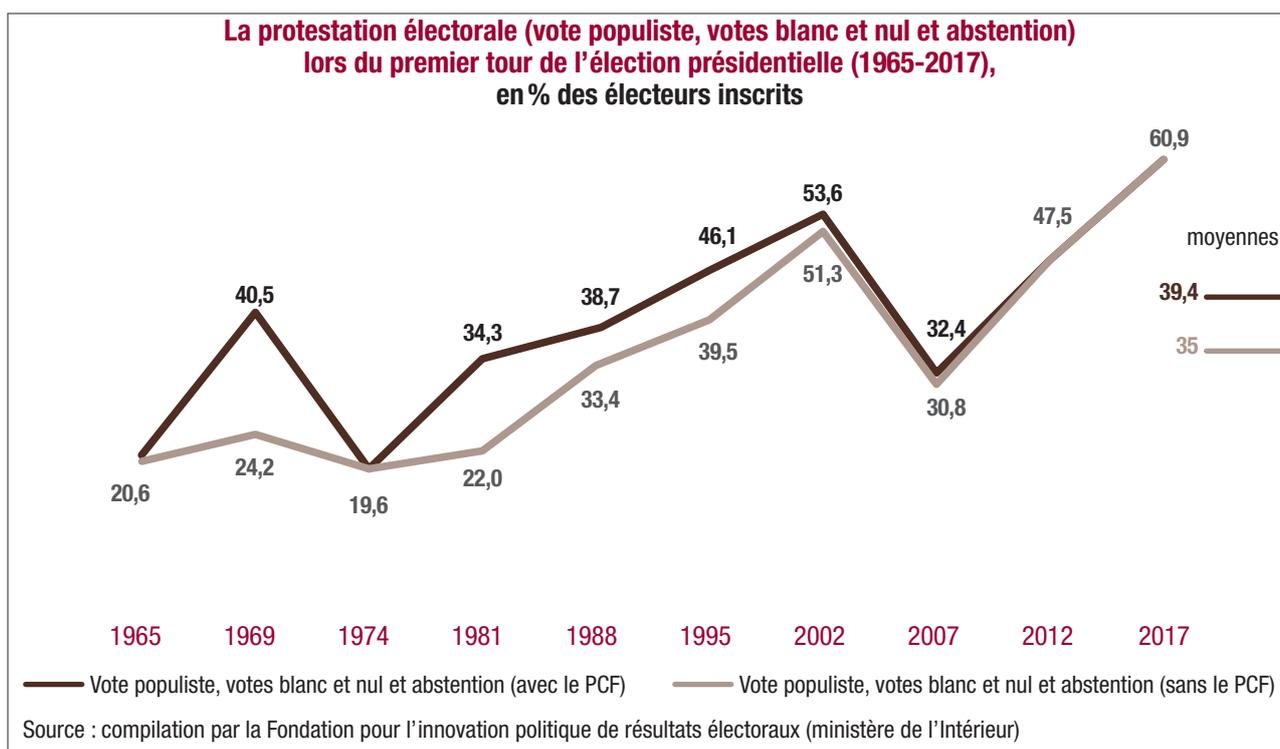
c) Le vote blanc

Jusqu'en 2014, le recensement du vote blanc était confondu avec celui du vote invalide (vote nul). La catégorie se nommait « blancs et nuls ». Le vote blanc est comptabilisé à part depuis la loi du 21 février 2014⁴. Il a été recensé séparément pour la première fois lors des élections européennes de juin 2014. L'élection présidentielle de 2017 a donc connu le nouveau régime du vote blanc. Ici, de même que pour l'abstention, nous choisissons d'intégrer le vote blanc dans le calcul du potentiel de la protestation électorale car nous interrogeons les personnes sur leur disponibilité à voter blanc en 2022.



4. Voir « Loi du 21 février 2014 visant à reconnaître le vote blanc aux élections », vie-publique.fr, 24 février 2014 (www.vie-publique.fr/loi/20890-elections-vote-blanc).

La protestation électorale (vote populiste, votes blanc et nul et abstention) lors du premier tour de l'élection présidentielle (1965-2017), en % des électeurs inscrits



Candidatures retenues : 1965 : J.-L. Tixier-Vignancour (Comités Tixier-Vignancour) ; 1969 : J. Duclos (PCF), A. Krivine (LC) ; 1974 : J.-M. Le Pen (FN), B. Renouvin (NAR), A. Laguiller (LO), A. Krivine (FCR) ; 1981 : A. Laguiller (LO), G. Marchais (PCF) ; 1988 : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), A. Lajoinie (PCF) ; 1995 : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), R. Hue (PCF), J. Cheminade (SP) ; 2002 : B. Mégret (MNR), J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), R. Hue (PCF), D. Gluckstein (PT) ; 2007 : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), M.-G. Buffet (Gauche populaire et antilibérale), G. Schivardi (PT) ; 2012 : M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLR), J.-L. Mélenchon (FdG), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP) ; 2017 : M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLF), F. Asselineau (UPR), J.-L. Mélenchon (LFI), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP).

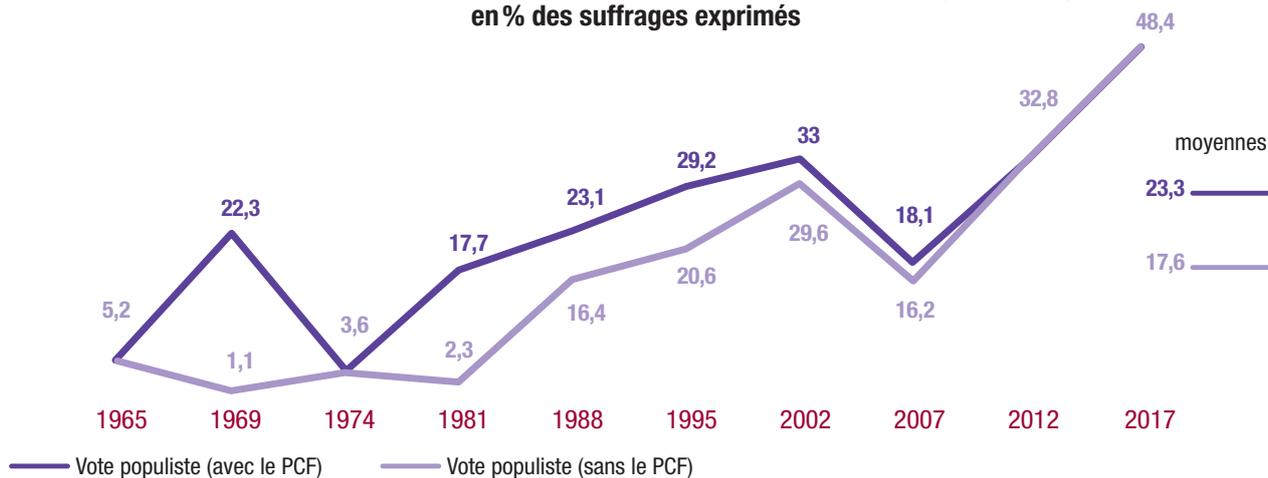
2. La protestation électorale vient de loin. Retour sur les élections présidentielles depuis 1965

Le vote populiste est en constante progression depuis 1965. Dans le prolongement de notre définition du vote populiste, les courbes ci-dessous représentent son évolution au premier tour des élections présidentielles de 1965 à 2017. Sur la période, le niveau du vote populiste varie selon que l'on intègre ou non le vote pour les candidats communistes. Lors des grandes heures du vote communiste, entre 1945 et 1981, on ne regardait généralement pas le PCF comme un parti populiste. De fait, par bien des aspects, ce parti répondait pourtant aux critères du populisme que nous proposons ici. Par d'autres aspects, il s'en éloignait, en particulier en considérant sa forte intégration au système français des élites politiques, syndicales, universitaires et médiatiques. Compte tenu de l'objectif de notre indicateur, il serait inapproprié d'ouvrir ici un tel débat.

Mais, dans notre reconstitution du vote populiste au premier tour des élections présidentielles de 1965 à 2017, nous avons choisi de présenter deux séries de données : l'une n'inclut pas le vote communiste, l'autre l'inclut. Nous n'avons pas pris en compte le vote en faveur de Pierre Juquin (2,10% des suffrages exprimés en 1988), candidat communiste dissident. Il importe enfin de noter que, de toute façon, à partir de 1988, le vote PCF décline rapidement, au profit d'un vote FN qui le supplante largement et systématiquement jusqu'en 2017. Le vote FN a d'ailleurs bénéficié d'importants transferts de l'électorat communiste.

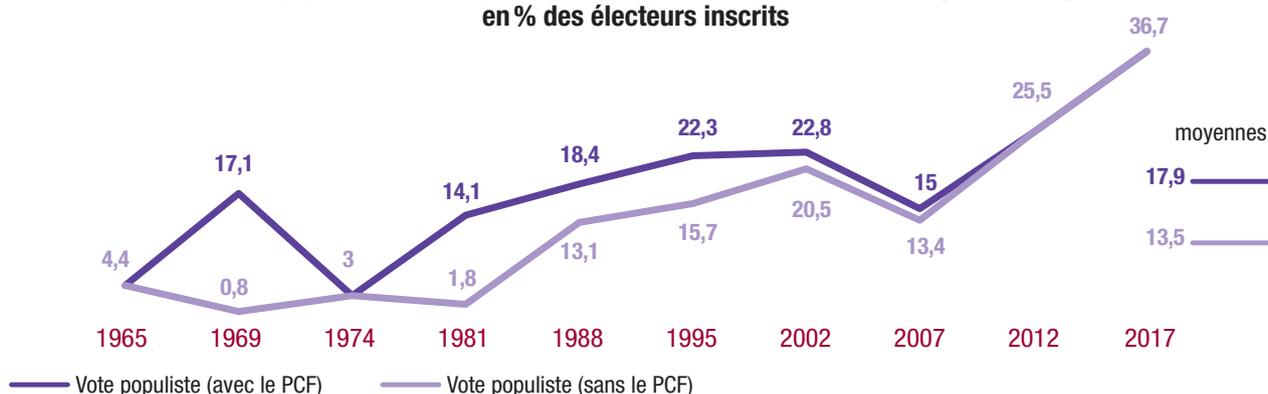
Enfin, précisons que les résultats ont été calculés par rapport aux suffrages exprimés puis par rapport aux électeurs inscrits, ce qui permet d'intégrer ultérieurement sur un même plan l'abstention et le vote blanc, offrant la possibilité d'une évaluation globale de ce que nous nommons ici la « protestation électorale » et que nous définissons plus loin.

Le vote populiste lors du premier tour de l'élection présidentielle (1965-2017), en % des suffrages exprimés



Source : compilation par la Fondation pour l'innovation politique de résultats électoraux (ministère de l'Intérieur)

Le vote populiste lors du premier tour de l'élection présidentielle (1965-2017), en % des électeurs inscrits



Source : compilation par la Fondation pour l'innovation politique de résultats électoraux (ministère de l'Intérieur)

Candidatures retenues : **1965** : J.-L. Tixier-Vignancour (Comités Tixier-Vignancour) ; **1969** : J. Duclos (PCF), A. Krivine (LC) ; **1974** : J.-M. Le Pen (FN), B. Renouvin (NAR), A. Laguiller (LO), A. Krivine (FCR) ; **1981** : A. Laguiller (LO), G. Marchais (PCF) ; **1988** : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), A. Lajoinie (PCF) ; **1995** : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), R. Hue (PCF), J. Cheminade (SP) ; **2002** : B. Mégret (MNR), J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), R. Hue (PCF), D. Gluckstein (PT) ; **2007** : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), M.-G. Buffet (Gauche populaire et antilibérale), G. Schivardi (PT) ; **2012** : M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLR), J.-L. Mélenchon (FdG), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP) ; **2017** : M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLF), F. Asselineau (UPR), J.-L. Mélenchon (LFI), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP).

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

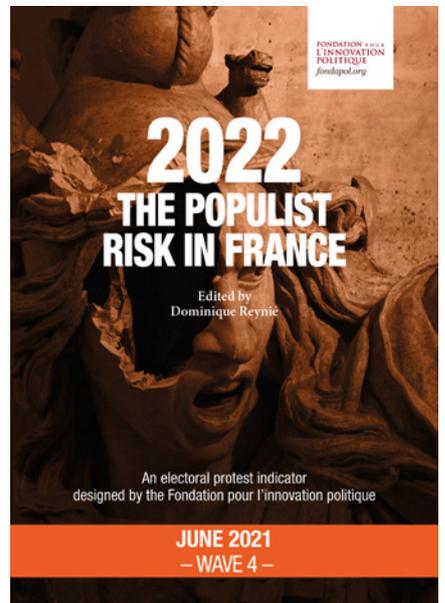
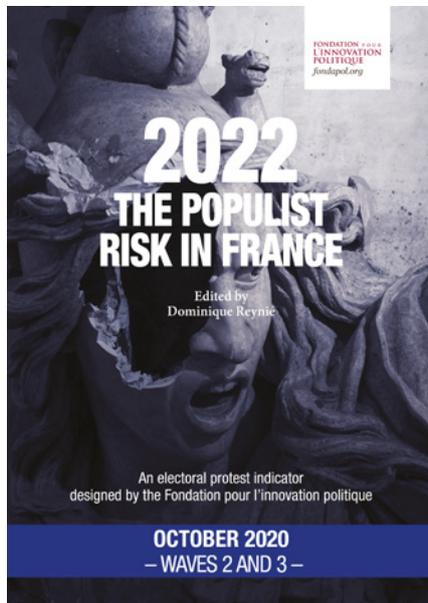
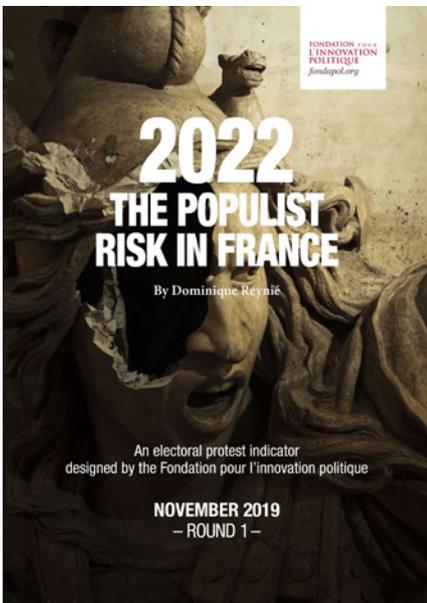
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE UN THINK TANK LIBÉRAL, PROGRESSISTE ET EUROPÉEN

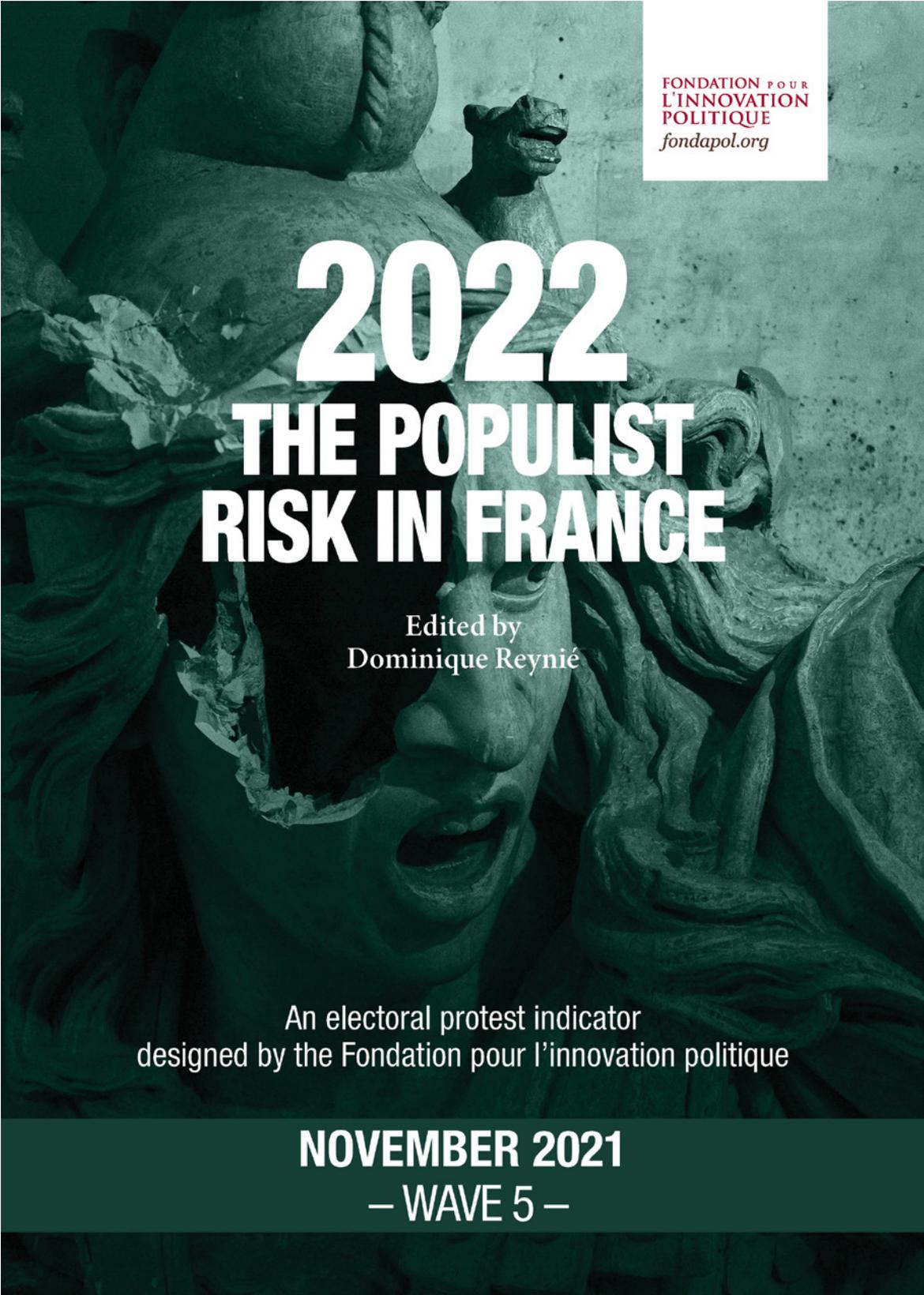
Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle vise deux objectifs : contribuer à un débat pluraliste et documenté, et inspirer la décision publique.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire, soit par exemple 33 langues pour l'enquête Démocraties sous tension, menée dans 42 pays.

La Fondation peut dédier une partie de son activité à des enjeux qu'elle juge stratégiques. Ainsi, le groupe de travail « **Anthropotechnie** » examine et initie des travaux explorant les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.





FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

2022

THE POPULIST RISK IN FRANCE

Edited by
Dominique Reynié

An electoral protest indicator
designed by the Fondation pour l'innovation politique

NOVEMBER 2021
— WAVE 5 —

Sous la direction de Dominique Reynié

OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE DE LA
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



Edited by Dominique Reynié

WHAT NEXT FOR DEMOCRACY?

AN INTERNATIONAL SURVEY BY
THE FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE







FONDATION pour
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Élections européennes 2019

Le poids des électorats comparé au
poids électoral des groupes parlementaires

Guillemette Lano
Raphaël Grelon
Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié

Juillet 2019



FONDATION pour
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

2019 European Elections

The weight of the electorates
compared to the electoral weight
of the parliamentary groups

Guillemette Lano
Raphaël Grelon
With the assistance of Victor Delage and Dominique Reynié

July 2019

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Victor Delage

LA CONVERSION DES EUROPÉENS AUX VALEURS DE DROITE

France,
Allemagne,
Italie
et Royaume-Uni

Mai 2021

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Victor Delage

THE CONVERSION OF EUROPEANS TO RIGHT-WING VALUES

France,
Germany,
Italy and
the United Kingdom

May 2021

Nos publications

Parti et Démocratie

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours de la Fondation pour l'innovation politique et de Terra Nova, octobre 2021, 504 pages

Commerce illicite de cigarettes. Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et les enjeux financiers

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, octobre 2021, 58 pages

Complémentaires santé : moteur de l'innovation sanitaire

Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 72 pages

Les décroissants en France. Un essai de typologie

Eddy Fougier, septembre 2021, 56 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021

Fondation pour l'innovation politique, septembre 2021, 84 pages

Les primaires électorales et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 76 pages

L'idéologie woke. Face au wokisme (2)

Pierre Valentin, juillet 2021, 60 pages

L'idéologie woke. Anatomie du wokisme (1)

Pierre Valentin, juillet 2021, 60 pages

Protestation électorale en 2021 ?

Données issues du 1^{er} tour des élections régionales

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élisabeth Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

2022, le risque populiste en France (vague 4)

Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié (dir.), juin 2021, 74 pages

La conversion des Européens aux valeurs de droite

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

Les coûts de la transition écologique

Guillaume Bazot, mai 2021, 64 pages

Les protestants en France, une minorité active

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 60 pages

L'agriculture bio et l'environnement

Bernard Le Buanec, mars 2021, 52 pages

Devrions-nous manger bio ?

Léon Guéguen, mars 2021, 64 pages

Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?

Gil Kressmann, mars 2021, 76 pages

Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire

Julien Damon, février 2021, 60 pages

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 64 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 96 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 92 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 64 pages

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 64 pages

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 56 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 72 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 68 pages

2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)

Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié, octobre 2020, 86 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 60 pages

Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 60 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoini, septembre 2020, 68 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 72 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 60 pages

L'opinion européenne en 2019

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, septembre 2020, 212 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 56 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 44 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 84 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants

Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Innovation politique 2019 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 412 pages

Innovation politique 2019 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 400 pages

Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 48 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 17 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 48 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 64 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandenbroucke, février 2020, 64 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 68 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 60 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat

CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique, décembre 2019, 128 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)

Défendre l'économie européenne par la politique commerciale

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 76 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)

Les pratiques anticoncurrentielles étrangères

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 64 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)

Politique de concurrence et industrie européenne

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 60 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 68 pages

2022, le risque populiste en France (vague 1)

Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages

La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 72 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 76 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 46 pages

Campements de migrants sans-abri : comparaisons européennes et recommandations

Julien Damon, septembre 2019, 68 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 56 pages

Élections européennes 2019.

Le poids des électors comparé au poids électoral des groupes parlementaires

Raphaël Grelon et Guillemette Lano.

Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 64 pages

Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 68 pages

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 60 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019, volume I, Les enjeux, 156 pages ; volume II, Les pays, 120 pages
Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 52 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 44 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 64 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 56 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 72 pages

Une civilisation électrique (2). Vers le réenchantement

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Une civilisation électrique (1).

Un siècle de transformations

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 64 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 60 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 48 pages

Innovation politique 2018 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

Innovation politique 2018 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

L'opinion européenne en 2018

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 56 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 60 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX^e siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 56 pages

Le christianisme et la modernité européenne (2) Comprendre le retour de l'institution religieuse

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Le christianisme et la modernité européenne (1) Récuser le déni

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 84 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 48 pages

Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages

Les géants du numérique (1) : magnats de la finance

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages

Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages
Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 48 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 44 pages

L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

Innovation politique 2017 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Fayçal Hafied, novembre 2017, 76 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Fayçal Hafied, juillet 2017, 64 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

Dettes publiques : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

- Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée**
Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages
- Porno addiction : nouvel enjeu de société**
David Reynié, mars 2017, 48 pages
- Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)**
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages
- Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)**
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages
- L'actif épargne logement**
Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages
- Réformer : quel discours pour convaincre ?**
Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages
- De l'assurance maladie à l'assurance santé**
Patrick Negaret, février 2017, 48 pages
- Hôpital : libérer l'innovation**
Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages
- Le Front national face à l'obstacle du second tour**
Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages
- La République des entrepreneurs**
Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages
- Des startups d'État à l'État plateforme**
Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages
- Vers la souveraineté numérique**
Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages
- Repenser notre politique commerciale**
Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages
- Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté**
Julien Damon, décembre 2016, 40 pages
- L'Autriche des populistes**
Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages
- L'Europe face aux défis du pétro-solaire**
Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages
- Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN**
Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages
- Innovation politique 2016**
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages
- Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique**
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages
- Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion**
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages
- L'opinion européenne en 2016**
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages
- L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (xx^e siècle)**
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages
- L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (xix^e siècle)**
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages
- Refonder l'audiovisuel public**
Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages
- La concurrence au défi du numérique**
Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages
- Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité**
Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages
- Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle**
Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages
- La blockchain, ou la confiance distribuée**
Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages
- La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)**
Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages
- Gouverner pour réformer : éléments de méthode**
Erwan Le Noan et Matthieu Montjot, mai 2016, 64 pages
- Les zadistes (2) : la tentation de la violence**
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages
- Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme**
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages
- Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés**
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages
- Régionales (1) : vote FN et attentats**
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages
- Un droit pour l'innovation et la croissance**
Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages
- Le lobbying : outil démocratique**
Anthony Escurat, février 2016, 44 pages
- Valeurs d'islam**
Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages
- Chiites et sunnites : paix impossible ?**
Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages
- Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme**
Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages
- Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels**
Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages
- L'opinion européenne en 2015**
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages
- La noopolitique : le pouvoir de la connaissance**
Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages
- Innovation politique 2015**
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages
- Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant**
Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages
- Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois**
Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages
- PME : nouveaux modes de financement**
Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages
- Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route**
Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages
- Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale**
Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages
- Crise de la conscience arabo-musulmane**
Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

**Enseignement supérieur :
les limites de la « mastérisation »**
Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand
Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain
François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance
Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

**Lutter contre les vols et cambriolages :
une approche économique**
Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance
Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine
Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité
Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies
Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité
Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements
Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste
Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam
Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

**Que nous disent les élections législatives partielles depuis
2012 ?**
Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République
Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social
Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté
Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam
Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

**Éradiquer l'hépatite C en France :
quelles stratégies publiques ?**
Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture
Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

**Le pluralisme religieux en islam,
ou la conscience de l'altérité**
Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir
Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec
la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement
Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

**Pour une complémentaire éducation :
l'école des classes moyennes**
Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

**L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux
éclairages**
Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

**La politique de concurrence :
un atout pour notre industrie**
Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

**Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et
vote breton**
Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes
Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

Innovation politique 2014
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace
Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France
Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?
Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014
Suzanne Baverez et Jean Sérié, mai 2014, 48 pages

**Trop d'émigrés ? Regards sur ceux
qui partent de France**
Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'opinion européenne en 2014
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014,
284 pages

Taxer mieux, gagner plus
Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : diversifier la haute administration
Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

L'État innovant (1) : renforcer les think tanks
Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

Pour un new deal fiscal
Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants
Julien Damon, mars 2014, 44 pages

**Le low cost, une révolution économique
et démocratique**
Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer
Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants
Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds
Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages

**Pour la croissance, la débureaucratiation
par la confiance**
Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément,
novembre 2013, 48 pages

Les valeurs des Franciliens
Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec
Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

**Un contrat de travail unique avec indemnités
de départ intégrées**
Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

- L'opinion européenne en 2013**
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages
- La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique**
Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages
- Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs**
Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages
- La démobilité : travailler, vivre autrement**
Julien Damon, juin 2013, 44 pages
- Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie**
Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages
- Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France**
Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages
- Les classes moyennes dans les pays émergents**
Julien Damon, avril 2013, 38 pages
- Innovation politique 2013**
Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages
- Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies**
Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages
- Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux**
Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages
- La compétitivité passe aussi par la fiscalité**
Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages
- Une autre politique monétaire pour résoudre la crise**
Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages
- La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?**
Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages
- Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...**
Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages
- Youth and Sustainable Development**
Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages
- La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité**
Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages
- Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure**
Julien Damon, mai 2012, 40 pages
- Libérer le financement de l'économie**
Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages
- L'épargne au service du logement social**
Julie Merle, avril 2012, 40 pages
- L'opinion européenne en 2012**
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages
- Valeurs partagées**
Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages
- Les droites en Europe**
Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages
- Innovation politique 2012**
Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages
- L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité**
Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages
- Politique énergétique française (2) : les stratégies**
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages
- Politique énergétique française (1) : les enjeux**
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages
- Révolution des valeurs et mondialisation**
Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages
- Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?**
Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages
- La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser**
Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages
- L'hospitalité : une éthique du soin**
Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages
- 12 idées pour 2012**
Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages
- Les classes moyennes et le logement**
Julien Damon, décembre 2011, 40 pages
- Réformer la santé : trois propositions**
Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages
- Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008**
Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages
- La responsabilité**
Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages
- Le vote des classes moyennes**
Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages
- La compétitivité par la qualité**
Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages
- Les classes moyennes et le crédit**
Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages
- Portrait des classes moyennes**
Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages
- Morale, éthique, déontologie**
Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages
- Sortir du communisme, changer d'époque**
Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages
- L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?**
Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages
- La jeunesse du monde**
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages
- Pouvoir d'achat : une politique**
Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages
- La liberté religieuse**
Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages
- Réduire notre dette publique**
Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages
- Écologie et libéralisme**
Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages
- Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies**
Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages
- Contester les technosciences : leurs raisons**
Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages
- Contester les technosciences : leurs réseaux**
Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va la politique de l'église catholique ?

D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande

à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 :

analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme.

Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

La politique européenne de développement :

une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

La protestation contre la réforme du statut

des enseignants-chercheurs :

défense du statut, illustration du *statu quo*

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées

à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique

contre la société civile ?

Une question de justice sociale

et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent

ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands sur trois priorités de la présidence française de l'UE

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur fondapol.org

Le débat public a besoin de la Fondation et la Fondation a besoin de vous !

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Je soutiens la Fondation pour l'innovation politique

voici ma contribution de :

- 100 € 500 € 1 000 € 5 000 €
 10 000 € 50 000 € Autre montant.....€

Je choisis de faire un don :

- À titre personnel
 Au titre de la société suivante : _____

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

- Par chèque, à l'ordre de la **Fondation pour l'innovation politique**
 Par virement bancaire daté du :
au profit du compte Fondation pour l'innovation politique à la Caisse des dépôts
et consignations : IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16
BIC : CDCGFRPPXXX

Régime fiscal des dons versés par des personnes physiques ou morales fiscalement domiciliées en France

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et legs des particuliers et des entreprises.

Au titre des versements effectués :

- **Les contribuables** bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable (art. 200-1 du CGI) et/ou au titre de l'IFI, d'une réduction de 75% de leur montant dans la limite de 50 000 euros.
- **Les entreprises** assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60% pris dans la limite de 10 000 euros ou de 0,5% du chiffre d'affaires HT lorsque ce dernier est plus élevé (art. 238 bis du CGI), avec report possible sur les cinq années suivantes de la déduction en cas de dépassement du seuil.

Vous trouverez au verso de ce bulletin un tableau récapitulatif des réductions fiscales possibles dans le cadre de votre don à la Fondation pour l'innovation politique.

À renvoyer à :
Fondation pour
l'innovation politique
11, rue de Grenelle
75007 Paris

Contact :

Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09



Exemples de soutiens aux actions de la Fondation pour l'innovation politique et calcul de la contribution réelle après déduction fiscale (IS/IR/ISF)

Exemples de contribution annuelle	Contribution réelle après déduction de 60 % au titre de l'impôt sur les sociétés	Contribution réelle après déduction de 66 % au titre de l'impôt sur le revenu	Contribution réelle après déduction de 75 % au titre de l'impôt sur la fortune immobilière
100 €	40 €	34 €	25 €
500 €	200 €	170 €	125 €
1 000 €	400 €	340 €	250 €
5 000 €	2 000 €	1 700 €	1 250 €
10 000 €	4 000 €	3 400 €	2 500 €
50 000 €	20 000 €	17 000 €	12 500 €

À renvoyer à :
Fondation pour
l'innovation politique
11, rue de Grenelle
75007 Paris

Contact :
Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09

Merci de noter ci-dessous vos coordonnées
pour nous permettre d'établir votre reçu fiscal :

Organisme ou particulier

Nom	Prénom	
Nom de l'organisme		
N°	Rue	
Code postal		Ville
Pays		
Téléphone		
Courriel		

Date Signature

À quelques mois du premier tour de l'élection présidentielle, voici les résultats de la vague 5 de notre indicateur de la protestation électorale, lancé en septembre 2019 dans la perspective de l'élection présidentielle de 2022. Cette enquête a été administrée du 14 au 20 septembre 2021.

L'indicateur de la protestation électorale a été conçu par la Fondation pour l'innovation politique. L'enquête a été administrée par l'institut OpinionWay. Pour chaque vague, le questionnaire est administré auprès d'un échantillon de plus de 3 000 personnes inscrites sur les listes électorales.

Les résultats de la vague 1 ont fait l'objet d'une publication en octobre 2019, ceux des vagues 2 et 3 ont été réunis dans une publication commune en raison des contraintes liées au confinement (octobre 2020) et ceux de la vague 4 ont été publiés en juin 2021.

Tous les résultats sont en libre accès sur notre site **fondapol.org** ainsi que les données sur **data.fondapol.org**.



fondapol.org



ISBN : 978-2-36408-265-6

8€